Guide de Palestine sur Web

Jean-François Legrain

Chercheur CNRS/GREMMO (Maison de l'Orient-Lyon) (deuxième édition mise à jour en avril 2000 du texte publié dans *Maghreb-Machrek*, n°165, juillet-septembre 1999, p.77-109)

Sommaire

- Guides et usuels
 - Les annuaires de sites web
 - Les bibliographies
 - Les cartes géographiques
 - Les photographies
- Données et analyses
 - Les médias
 - La presse écrite
 - Les agences de presse et news on-line
 - L'audiovisuel
 - Les centres de recherche
 - · Les centres palestiniens
 - Les centres israéliens
 - Les centres européens, américains et autres
- Les acteurs palestiniens
 - L'OLP et l'Autorité d'autonomie
 - Les autorités locales
 - Les forces politiques
 - Les forces nationalistes
 - Les forces islamistes
 - · Les organisations nongouvernementales
 - Santé
 - Agriculture
 - Education
 - Culture
 - Femmes
 - Législatif et judiciaire
 - Droits de l'homme et construction démocratique
 - Les chrétiens
 - Les Palestiniens de la diaspora
- La diplomatie internationale
 - Les Etats
 - Palestine
 - Israël
 - Etats-Unis
 - France, Union européenne et autres
 - Nations unies
 - Les partis et groupes de pression
 - Israël
 - Etats-Unis
 - Les grands dossiers de la négociation
 - Les implantations juives
 - Les réfugiés
 - Jérusalem
 - L'eau et l'environnement
 - Sécurité et coopération régionale
 - Le domaine économique

Les moteurs de recherche et annuaires du web déroutent souvent l'internaute non averti. Les moteurs présentent, en effet, une exhaustivité telle que, faute d'une maîtrise de l'instrument, il renonce à sa quête devant des milliers, voire des dizaines de milliers, de références. Certains annuaires, à l'inverse, pèchent soit par l'ignorance de bon nombre de sites soit par leur classement sous de surprenantes rubriques, par exemple sous " Israël " chez ceux qui veulent ignorer la " Palestine ".

Les études sur Internet et la Palestine sont encore rares en dépit de la croissance exponentielle du réseau mondial dans

cette région du monde. Alors que fin 1996, une quinzaine de sites seulement étaient recensés par l'université de Bir Zeit dans les territoires occupés en 1967, leur nombre atteignait les 230 fin 1999 (voir l'étude de Adam Hanieh http://www.birzeit.edu/web/99internet.html). Précurseur, Christophe Boltanski avait rédigé un " La Palestine libre sur le Net " dans le Cahier Multimédia de Libération du 13 juin 1997. Un an plus tard, Tzuri Dar consacrait un article sur le thème " The New Webmasters of the West Bank " dans Haaretz " English Edition " du 16 juin 1998 (http://www.haaretzdaily.com/). Nigel Parry, webmaster de l'université de Bir Zeit, est quant à lui l'auteur de la première étude de fond. Sous le titre " The Past and Future of Information Technology in Palestine. An introduction for the Palestinian NGO Community ", sa contribution à l'International NGO Meeting/European NGO Symposium on the Question of Palestine at the United Nations, 25-28 August 1997 (http://www.birzeit.edu/web/unpaper.html) est abritée dans un incontournable " Palestine on the World Wide Web " réalisé par Bir Zeit. L'étude la plus récente, " The WWW in Palestine. An Informal and Organizing Tool ", est l'œuvre du nouveau webmaster de Bir Zeit, Adam Hanieh; publiée dans Middle East Report, n°213, winter 1999, elle est disponible sur le site du magazine (http://www.merip.org/mer/mer213/213 hanieh.html).

Ce " guide de Palestine sur Web " prend pour base mes " favoris " accumulés en six années de pratique d'Internet. Loin de toute exhaustivité, il voudrait aider un public intéressé par les enjeux liés à la Palestine d'aujourd'hui et pressé d'obtenir le renseignement ou le document enfoui dans cette gigantesque banque de données, à la fois bibliothèque et agence de propagande. Pour d'éventuelles recherches annexes, chaque site, institution ou personne retenu est cité par son nom tel qu'il apparaît sur le web, d'où une inévitable incohérence dans le système de transcription de l'arabe. La quasi totalité des pages étant en anglais, la langue n'est mentionnée qu'en cas de présence de l'arabe, du français ou autre.

Jusqu'à une date récente, l'internaute dépourvu de système arabe connaissait des difficultés à visualiser des pages écrites en arabe et devait se contenter des sites qui diffusaient leur production sous un format image. Ce n'est plus le cas aujourd'hui. Les versions les plus récentes d'Internet Explorer gèrent très facilement les caractères arabes dans le cadre d'un système non arabe. Lors de l'installation, il suffit de renoncer à l'installation par défaut au profit de l'installation personnalisée. Au moment du choix des options, il faut cocher " langue arabe " dans les options multilingues. L'installation est ensuite automatique. Netscape requiert encore pour le moment l'adjonction d'un utilitaire comme Sindbad de Sakhr pour PC (http://www.sakhr.com/sakhrh/sindinfo.htm). Alis Technologie propose un navigateur adapté à l'arabe avec son Tango (http://www-ar.alis.com/).

Guides et usuels

Les annuaires de sites web

Parmi les annuaires spécialisés réalisés par de véritables connaisseurs de la Palestine, le " Complete Guide to Palestine's Websites " (http://www.birzeit.edu/links/index.html) réalisé par l'université de Bir Zeit (près de Ramallah) s'impose par son caractère quasi exhaustif, la régularité de ses mises à jour et la pertinence de ses commentaires sur les sites palestiniens des territoires occupés et autonomes. Les autres pages et sites recensant des liens concernant la Palestine n'ont dès lors d'intérêt qu'en tant que compléments d'aiguillage vers des sites non palestiniens ou palestiniens mais de " l'extérieur ", c'est-à-dire administrés par des Palestiniens résidant hors des territoires occupés en 1967. Le " Country of Palestine " (http://www.geocities.com/SouthBeach/Lagoon/8522/palestine.html) de Mazen Hejleh, Palestinien d'Australie, se révèle ici l'un des hubs (centre d'aiguillage) les plus riches avec la page personnelle de Baker Abdel Munem (http://www.cyberus.ca/-baker/palestine4a.htm), délégué général de Palestine au Canada. On mentionnera également les liens du Cyberpalestine.org (http://www.cyberpalestine.org/www_search.html), du Palestine-net.com (http://www.palestine-net.com/palestine.html) ou encore du Palestine-web.com().

En ce qui concerne les sites de Palestiniens de " l'intérieur ", le guide de Bir Zeit peut être utilement complété par les pages des divers *providers* des territoires autonomes, chacun offrant en ligne l'annuaire de ses clients ainsi que des " pages jaunes " et " pages blanches " plus générales. Baraka (http://www.baraka.org/), pionnier de l'Internet en Palestine par sa mise en place du premier réseau électronique d'organisations nongouvernementales (ONG) locales, Palnet (http://www.palnet.com/), créé à Beit Hanina en 1994, Bailasan (Palestinian Internet Services Co.) (http://www.bailasan.com/) avec plus de 90 sites développés depuis 1996 à Ramallah, Palestine on-line (http://www.pol.com/) ou encore Zaytona (http://www.zaytona.com) qui, installé à Naplouse, constitue le meilleur point de départ vers les sites du nord de la Cisjordanie offrent ainsi des annuaires plus ou moins développés. Hebronet, un *provider* d'Hébron (http://www.hebronet.com/), est en train de mettre en place un site propre mais encore dépourvu d'annuaire. Récent (été 1999) mais seul à se consacrer en priorité à des sites en arabe, Palseek (Dalîl Filastîn Al-Iliktrûnî) (http://www.palseek.com/) (Gaza) s'impose comme porte d'entrée vers des sites le plus souvent inconnus des annuaires et index. " Pages jaunes " et " pages blanches " peuvent être également consultées sur le serveur " Marhaba " de Palnet (http://www.birzeit.edu/marhaba/), les Palestine-Pages (http://www.palestine-pages.net/) ou encore le site " Marhaba " de Palnet (http://marhaba.palnet.com/).

Dans la diaspora, les Palestiniens ont également développé des pages visant à recenser leurs sites ouverts sur le web. Certains profitent des services du WebRing, ce réseau de plusieurs centaines de milliers de pages dont les auteurs peuvent se constituer en cercles se renvoyant ainsi leurs visiteurs les uns vers les autres selon leurs centres d'intérêt. Un " Palestinians WebRing " (http://members.xoom.com/ourhomeland/webring.htm), administré par Mohammed Jaber, offre pas moins d'une centaine de liens avec des sites tenus par des Palestiniens de par le monde. Un autre membre – anonyme - de ce " Palestinians Webring " (http://www.geocities.com/CapitolHill/4693/pallink.htm) recense quelque deux cents liens sur la même question de Palestine. Le CAP (Council of Australian Palestinians) entretient un " Palpages " (http://www.progsoc.uts.edu.au/~cap/), annuaire de Palestiniens d'Australie administré par Mohamed Odah. Le " Country of Palestine " de Mazen Hejleh, déjà cité, renvoie également vers des pages ouvertes par et sur les Palestiniens d'Australie. Un autre site de Mazen Hejleh, " The People of Palestine and Friends " (http://www.geocities.com/SouthBeach/Lagoon/8522/palestinians.htm), constitue enfin une banque de liens avec les pages personnelles de Palestiniens parmi les plus importantes avec le site déjà cité de Baker Abdel Munem.

Au niveau régional, les annuaires israéliens disposent à l'évidence des liens les plus nombreux vers les sites et pages consacrés à Israël mais également au Proche-Orient et à ses conflits. Le iGuide (http://www.iguide.co.il/), sponsorisé par NetVision et administré par John Neystadt et Nadav Har'El, comme le MAVEN (" The Jewish Portal ") (http://www.maven.co.il/) font figure de références en la matière. Généralement associé à la droite, le provider Virtual Jerusalem (http://virtual.co.il/vj/about/fast.html) abrite plusieurs centaines de sites d'information et de recherche et en indexe des milliers d'autres. Le " Our bookmarks " du ministère des Affaires étrangères s'avère également de grande utilité (http://www.mfa.gov.il/mfa/go.asp?MFAH00kj0). Produit par l'université Bar-Ilan mentionnée plus bas, le MERIA (Middle East Review of International Affairs) met en ligne un certain nombre de Research Guides (http://meria.biu.ac.il/SOC/besa meria/research-g/research_guides.html) thématiques rédigés dans le même esprit que ce " guide de Palestine sur web " et consacrés tant à des pays (Yémen, Turquie, etc.) qu'à des " questions " transversales (eau, cartes, négociations syro-israéliennes, etc.).

Au niveau international, les plus actifs dans l'indexation des sites consacrés à la Palestine sont les islamistes et les universitaires. Le "Launchpad" de MSANews (http://msanews.mynet.net/Launchpad/), administré par la MSA (Muslim Student Association) des États-Unis, constitue encore le nec plus ultra des hubs vers le net activiste mais aussi universitaire ou médiatique concernant le monde islamique mais ses liens caducs ont tendance à se multiplier faute de réél suivi. Signalés plus bas, les universités et centres de recherche du monde entier dotés d'équipes spécialisées sur le Proche et le Moyen-Orient offrent également des pages plus ou moins riches ainsi que des annuaires de liens. En France, Science-Po Paris met à disposition un " guide thématique de sites " (http://www.sciences-po.fr/docum/liens_doc/sommaire.htm) fort utile pour tout internaute féru de politique et d'actualité, en quête de données dans le domaine des relations internationales, de la défense ou des aires culturelles, à la recherche de bibliothèques spécialisées ou curieux des performances de tel ou tel index ou moteur de recherche. Parmi ces moteurs et autres index spécialisés, il convient enfin de signaler le ISN Lase (http://www.isn.ethz.ch/lase/), indexation de qualité de liens Internet destinés à des utilisateurs professionnels dans le champ des relations internationales et des questions de sécurité réalisé par le Center for Security Studies and Conflict Research affilié au Swiss Federal Institute of Technology (ETH) de Zurich. En quête de forums, l'internaute aura toujours intérêt à interroger Deja.com (http://www.deja.com) pour avoir connaissance des forums en cours. Arabia on line (http://www.arabia.com) lui offrira la liste des forums spécialisés sur le monde arabe. Pour le moment, " Al-Montada Al-Filastini " de Palseek (http://www.palseek.com/montada/) semble être le seul forum en arabe entièrement consacré à la Palestine. Pour un chat en anglais, l'internaute aura recours au cafe.Palestine (http://www.palestineonline.com/cafe/) ou à Amin (http://chat.amin.org/) (Amman), présenté plus bas.

Deux introductions aux ressources du web concernant la région, même anciennes au regard de la rapidité d'évolution d'Internet, valent encore le détour. Le " Middle East Studies On-Line " de Jon W. Anderson (http://w3fp.arizona.edu/mesassoc/Bulletin/anderson.htm) avait été publié dans le MESA Bulletin, décembre 1995 et le " Middle East North Africa (MENA) Internet Resources Guide " (http://www.cc.utah.edu/~jwr9311/MENA.htm) de Joseph W. Roberts de l'université d'Utah à Salt Lake City remonte quant à lui à 1996. Le Bulletin MESA (http://www.fib.umich.edu/internet en 1992 des suppléments de même inspiration que ce " Guide de Palestine sur web ", a malheureusement arrêté de les alimenter en 1997. Une visite au cours " Middle East Conflicts " de Raymond Tanter à l'université du Michigan (http://www.lib.umich.edu/libhome/Documents.center/arabis.htm) s'impose pour sa bibliographie et ses renvois sur le web. Quasi exclusivement consacré à la bande de Gaza, le " Gaza Strip Link " (http://www.middlebury.edu/~gferguso/gaza.shtm), quoiqu'irrégulièrement mis à jour par son administrateur étudiant au Middlebury College, G. Ferguson-Cradler, reste intéressant et unique par son centre d'intérêt.

Les bibliographies

Au niveau international, la Library of Congress (http://lcweb.loc.gov/catalog/) s'impose par la richesse de ses collections, y compris en arabe et en français, et la facilité de la recherche et du téléchargement de ses fiches. Après bien des problèmes, la BNF (Bibliothèque nationale de France) (http://www.bnf.fr/) met en ligne une version encore provisoire de son catalogue "BN-Opale Plus " qui, à terme, contiendra quelque huit millions de notices, références des livres et périodiques, français et étrangers, entrés à la bibliothèque des origines à nos jours. Trois bibliothèques britanniques spécialisées dans le domaine des études arabes complètent quelque peu la bibliothèque du Congrès, surtout pour les ouvrages en arabe (non encore intégrés dans le catalogue de la BNF). Les fichiers de la bibliothèque de la SOAS (School of Oriental and African Studies) de Londres (http://www.soas.ac.uk/) sont accessibles via Telnet. L'université de Durham quant à elle met en ligne son MEDU (Middle East Documentation Unit) (http://library.dur.ac.uk:81/search/). Le Centre for Arab Gulf Studies de l'université d'Exeter (http://www.ex.ac.uk/ags/) enfin jouit d'un fonds Palestine particulièrement important du fait de plusieurs legs.

Au niveau régional, les bibliothèques israéliennes demeurent les plus riches, toutes interconnectées au web, leurs fichiers étant accessibles le plus souvent *via* Telnet (telnet://aleph.huji.ac.il/) (voir aussi le serveur web des bibliothèques de l'université hébraïque de Jérusalemhttp://www.huji.ac.il/unew/main.html).

Parmi les banques de données bibliographiques, celle d'UnCover (Denver, Colorado) (http://uncweb.carl.org/) a recensé depuis 1988 près de 9 millions d'articles puisés dans les revues spécialisées et qui peuvent pour beaucoup d'entre eux être commandés contre paiement. Deux centres israéliens présentent des dépouillements de revues d'une richesse inégalée pour la Palestine, le Truman Center for Peace de l'université hébraïque de Jérusalem (http://atar.mscc.huji.ac.il/-truman/library.htm) et le Dayan Center for Middle Eastern and African Studies de l'université de Tel-Aviv (http://www.dayan.org/) (database de 100 000 entrées depuis 1979). A une échelle beaucoup plus réduite, le Ma'an Development Center (Jérusalem) (http://www.a-supernet.net/public/pub_dir/default.htm) (anglais, arabe) propose en collaboration avec le Friedrich Naumann Foundation un accès à Bunian, sa banque thématique de données bibliographiques sur la région. Signalons également l'ESoP (Economie, Social, Politique) (http://www.sciences-po.fr/docum/esop/), une bibliographie sélective (dotée de résumés) d'articles publiés dans environ 2 000 revues internationales concernant la situation économique, sociale et politique du monde contemporain réalisée par le service de documentation de Science Po-Paris.

Les cartes géographiques

La collection Perry-Castañeda de l'université d'Austin (Texas) (http://www.lib.utexas.edu/Libs/PCL/Map_collection/middle_east.html) offre un grand choix de cartes sur la Palestine et la région, à la fois morphologiques (pour la plupart établies par la CIA) et historiques (par exemple les cartes qui figuraient dans le From Palestine and Syria. Handbook for Travellers de Karl Baedeker, 5^e éd., 1912). Le ministère israélien des Affaires étrangères (http://www.mfa.gov.il/mfa/) met en ligne une collection de cartes des différents plans de partage, désengagements, traités de paix, etc., comme le Monde diplomatique dans un cahier spécial consacré au Proche-Orient (http://www.monde-diplomatique.fr/cahier/proche-orient/liste-cartes).

D'autres encore peuvent être trouvées sur le site de centres et institutions cités plus bas. Concernant la colonisation des territoires occupés en 1967, une visite à la FMEP (Foundation for Middle East Peace) de Washington (http://www.fmep.org/) s'impose ainsi par la richesse de ses collections de cartes historiques, macro et micro, de la judaïsation des territoires occupés, Cisjordanie, Gaza et Jérusalem. L'internaute en quête de cartes politiques et historiques aura également intérêt à se rendre sur le site de PASSIA (Palestinian Academic Society for the Study of International Affairs) (Jérusalem) (http://www.passia.org/). Pour des cartes géologiques, il se rendra sur le site de l'ARIJ (Applied Research Institute) (Bethléem) (http://www.arij.org) dont les recherches dans le domaine sont les plus pointues dans la région. Plusieurs dizaines de cartes (agriculture, climat, héritage culturel, économie, paysage, habitation, transport, eau) sont également accessibles sur le site du MOPIC (Ministry of Planning and International Cooperation) palestinien (http://planning.pna.net/).

A la découverte d'autres cartes encore, l'internaute, enfin, pourra consulter l'excellent " Web Guide to Maps on the Middle East " de Lawrence Joffre (http://meria.biu.ac.il/SOC/besa/meria/news/2000/00news4.html).

Les photographies

Plusieurs collections de photos du Proche-Orient et tout particulièrement de Palestine datant du XIX^e siècle ou du début du XX^e siècle (Bonfils, etc.) sont accessibles sur le web. L'une des plus considérables est celle de la Joseph Regenstein Library de l'université de Chicago (http://www.lib.uchicago.edu/e/su/mideast/photo/). Elle peut être complétée par celle d'Al-Mashreq (http://almashriq.hiof.no/). Jerusalemites, mentionné plus bas, offre également diverses photos et portraits de Jérusalem et de ses habitants à l'époque ottomane et mandataire (http://www.jerusalemites.org/).

Des photos de la *Nakba* de 1948 et de ses conséquences, de réfugiés sur les routes et dans les camps, sont accessibles sur les sites du centre culturel Al-Sakakini de Ramallah (http://www.sakakini.org/nakba/ ou http://www.alnakba.org/) et du centre Shaml (The Palestinian Diaspora and Refugee Centre) (Jérusalem) (http://www.shaml.org/). D'autres liens peuvent être trouvés sur une page Palestine diaspora (http://members.tripod.com/~sabeel13/JAN29TH.html).

D'autres photos, plus récentes, sont également disponibles comme celles de Hanna Safieh (1920-1967) (http://www.assali.com/jti/raffi/). Contemporaines, les photos de Børre Ludvigsen disponibles sur le site d'Al-Mashreq sont consacrées à Jérusalem et celles de Luke Powell sur ses pages personnelles (http://cweb.middlebury.edu/cr/powell /index.htm). De nombreuses photos de colonies prises par Geoffrey Aronson en Cisjordanie et à Gaza sont consultables sur le site de la FMEP (Foundation for Middle East Peace) (http://www.fmep.org/).

Données et analyses

Les médias

La presse écrite

En quête de liens vers la presse et les médias intéressés au Moyen-Orient, l'internaute aura intérêt à se rendre sur le site "The Good News Sources Online " (http://www.wwideweb.com/israel.htm) dont les liens vers les médias en arabe pourront être complétés par la page "Suhuf "de MSANews (http://msanews.mynet.net/suhuf) ou encore par les liens de AMIN (Arab Media Internet Network) (http://www.amin.org/jourmag/). Pour la Jordanie, le National Information System (http://www.nic.gov.jo/) constitue le http://www.nic.gov.jo/) constitue le http://www.nic.gov.jo/) constitue le http://www.nic.gov.jo/) constitue le http://www.nic.gov.jo/)

Les trois grands quotidiens palestiniens locaux, *Al-Quds* (proche de l'Autorité et le plus diffusé) (http://www.alquds.com/), *Al-Ayyâm* (http://www.alquds.com/) et *Al-Hayât Al-Jadîda* (souvent considéré comme le porte-parole officieux de l'Autorité) (http://www.alquds.com/) possèdent une édition électronique (arabe) accessible sur deux ou trois jours selon les cas. Les hebdomadaires en revanche se signalent encore par une relative absence. Seuls sont accessibles le *Jerusalem Times* (http://www.jerusalem-times.com), plutôt favorable à l'Autorité dont le site (anglais) connaît des éclipses périodiques, ou encore les hebdomadaires islamistes de Gaza, *Al-Risâla* (http://www.khalas.org/alresala/main_index.htm) (arabe, archives depuis juillet 1998 mais son archivage en ligne s'arrête en juin 1999), porte-parole du parti Al-Khalâs proche de Hamas, et *Al-Istiqlâl* (http://www.alesteqlal.com/) (arabe, archives depuis avril 1999), officieux du Mouvement du Jihad islamique en Palestine. Le site du Palestinian Journalists Syndicate (http://p_j_s.web.com/) n'offre rien encore de bien intéressant pour le moment.

Une partie de la presse palestinienne internationale se trouve également sur le web dont le prestigieux *Al-Quds Al-^CArabî* (http://www.alquds.co.uk) (arabe, archives depuis janvier 1998), publié à Londres par des proches de Fath et le Qatar. Le *Palestine Times* (http://www.ptimes.com/) (archives depuis mai 1997) et *Filastîn Al-Muslima* (http://www.fm-m.com/) (arabe, archives depuis décembre 1997), tous deux également publiés en Grande-Bretagne, constituent quant à eux des

officieux du mouvement Hamas.

La grande majorité des titres de la presse palestinienne arabophone d'Israël, nationaliste et islamiste, est également consultable en ligne. Le *provider* Softnet (http://www.sofnet.co.il/) en abrite un certain nombre et peut servir de relais en la matière. Dans le champ nationaliste, l'internaute pourra par exemple consulter l'hebdomadaire de Nazareth *Kul Al-^cArab* (http://www.sofnet.co.il/kul-alarab/) (quatre derniers numéros archivés), le bimensuel de Jaffa publié par l'Organisation pour l'action démocratique *Al-Sabbâr* (http://www.odaction.org/alsabar) (archives depuis janvier 1999 et choix d'articles antérieurs), le bimensuel de Bîr Al-Saba', *Akhbâr Al-Naqab* (http://www.akhbarna.com/) (arabe, six numéros archivés), ou encore *Al-Sinnâra* (http://www.assenara.com/) (arabe) (numéro en cours). Le nouveau *Fasl Al-Maqâl* (http://www.fasl-almaqal.com/) (deux numéros accessibles) de Nabîl Al-Sâlih et Marwân Bichâra publié à Nazareth est également consultable. Dans le camp islamiste, on trouvera *Sawt Al-Haq wa-l-Hurriya* (http://www.sautelhaqe-walhoria.com/) (quatre derniers numéros archivés), le plus ancien hebdomadaire islamiste israélien publié à Umm Al-Fahm depuis 1989, ou encore *Al-Mîthâq* (http://www.sofnet.co.il/almithaq/) (seulement quatre numéros de mars 1998 archivés), devenu le porte-parole du Mouvement islamique sous la houlette de Chaykh ^cAbd Allâh Nimr Darwîch et publié à Al-Tîra (Triangle de Gallilée).

Parmi la presse israélienne de langue anglaise, les deux grands quotidiens, le *Haaretz* de gauche (http://www.haaretzdaily.com/) (archives consultables depuis la fondation de l'édition anglaise en mars 1997 contre paiement) et le *Jerusalem Post* de droite (http://www.jpost.com/) (archives consultables depuis janvier 1996 contre paiement) abondent toujours en informations concernant la Palestine. Le bimensuel *Jerusalem Report* (http://www.jrep.com/) offre une sélection gratuite de ses articles, l'accès à l'ensemble étant payant.

Au niveau régional, l'ensemble des grands périodiques arabes traitent bien évidemment régulièrement du domaine palestinien. L'internaute sera rarement déçu d'une visite à l'hebdomadaire jordanien publié par le Front d'action islamique issu des Frères musulmans Al-Sabîl (http://www.assabeel.com/) (arabe, quatre derniers numéros accessibles) ou encore à Al-Chihân (http://www.alarab-alyawm.com.jo/shihan/) (arabe, numéro de la semaine accessible) également jordanien. En anglais, l'hebdomadaire égyptien publié par le groupe prestigieux Al-Ahrâm Al-Ahram Weekly (http://www.ahram.org.eg/weekly/) (archives depuis mai 1998) offre dans chacune de ses livraisons des analyses de la situation en Palestine. Des analyses approfondies sont à chercher dans le mensuel du même groupe, Al-Siyâsa Al-Duwaliyya (http://www.ahram.org.eg/siyassa/) (arabe, archives depuis janvier 1995).

Pour le lecteur non arabophone, un certain nombre de revues de presse traduites de l'arabe sont disponibles en anglais. La "World News Connection " du FBIS (Foreign Broadcast Information Service) (http://wnc.fedworld.gov/), une agence gouvernementale américaine, offre (contre abonnement) le choix le plus extensif de traductions d'articles, interviews ou déclarations faites sur les radios et les télévisions dans le monde, la Palestine et le Proche-Orient en général étant très bien couverts. A l'échelle locale, certaines revues de presse sont faites par les Palestiniens des territoires. Le " ministère " palestinien de l'Information (http://www.pna.org/mininfo/press/ep_index.htm) (sept jours archivés) établit une telle revue chaque jour. Depuis Jérusalem, le JMCC (Jerusalem Media and Communication Centre) (http://www.jmcc.org/), agence de presse proche du Parti du peuple palestinien (ex-communiste) fondée en 1988, fait également ce travail avec un Daily Press Summary, une riche revue de presse quotidienne, et le Palestine Report, un hebdomadaire qui combine la revue de presse et les articles (archivés depuis 1996). Info Media Agency de Gaza (http://www.gazainfo.com/) (arabe, anglais) annonce la mise en ligne d'une revue de presse quotidienne, Gaza Info News, centrée à la fois sur le local et la diplomatie.

Pour les revues de presse traduites de l'hébreu, l'internaute pourra se rendre sur le site (appauvri depuis quelques années) du ministère israélien des Affaires étrangères (http://www.mfa.gov.il/mfa/).

Les revues de la presse internationale, enfin, sont nombreuses ainsi que les grands médias accessibles sur le web. Signalons le *Arab Daily Chronicle* (http://www.adc.org/news/) de l'ADC (American-Arab Anti-Discrimination Committee) qui opère son choix à partir des journaux, agences et sites web, intéressé non seulement à l'actualité de la communauté arabe des Etats-Unis mais également à celle du Proche-Orient et du " processus de paix ". Une autre revue de presse en ligne, plutôt axée sur le diplomatique, est réalisée par le Washington Institute for Near East Policy cité plus bas (http://www.washingtoninstitute.org/new/).

Les agences de presse et news on-line

Parmi les grandes agences de presse, seule AP (Associated Press) offre un accès gratuit pour l'ensemble de sa production (http://www.newsday.com/ap/internat.htm ; un choix " Middle East " peut être fait via le Washington Post http://search.washingtonpost.com/). En français, l'AFP (Agence France-Presse) (http://www.afp.com/) offre en ligne un choix de ses dépêches du jour comme Reuters (http://www.mesnouvelles.com/). Dans le domaine palestinien, l'agence officielle WAFA (Palestine News Agency) (http://www.wafa.pna.net/) (arabe, anglais annoncé) ouvre l'accès à l'ensemble de ses archives depuis juin 1999. Son contenu est également disponible sur le site de Fath (http://www.fateh.org/) (arabe, les trois derniers jours accessibles). Les islamistes alimentaient un très riche fil avec le Quds Press (http://www.arabia.com/QPress) (arabe) domicilié à Londres mais suspendu depuis l'été 1999. Le PIC (Palestine Information Center) (http://www.palestine-info.org/) (anglais et arabe) de Hamas, cité plus bas, offre également un Akhbâr Al-Yawm ("Nouvelles du jour ") quotidien rédigé à partir de dépêches de presse (archivés depuis novembre 1998).

Divers " portails " offrent par ailleurs des revues thématiques de presse et de dépêches. World News.com (http://www.worldnews.com) (plusieurs mois archivés) figure parmi les *portals* les plus efficaces avec plusieurs niveaux de choix : Moyen-Orient (http://www.middleeastdaily.com/), Palestine au niveau international et national (http://www.middleeastdaily.com/), Palestine au niveau local (http://www.gazanews.com/), Palestine local et religieux (http://www.jerusalemglobe.com/) ou encore Israël au niveau local et international (http://www.jerusalemglobe.com/). Yahoo (http://headlines.yahoo.com/Full_Coverage/World/Israeli__Palestinian_Conflict/) ou http://fullcoverage.yahoo.com/fc/World/Israeli__Palestinian_Conflict/) offre également une couverture du conflit israélo-arabe à partir des meilleurs quotidiens mais également agences de presse, télévisions, etc.

Internet a également été l'occasion pour certains groupes de presse d'offrir de l'information en ligne indépendamment du support écrit. Pionniers en la matière, Bailasan (Ramallah) et Peace Media Center avaient mis en ligne un PINC (Palestine Internet News Center) (http://www.bailasan.com/pinc/) (anglais, arabe) en 1997 doté d'un Daily Report et d'un Weekly Report mais l'expérience est suspendue. Depuis Jérusalem, Sammy Ayyad est ainsi en train de mettre en place un Palestine Times Magazine (http://members.aol.com/plstntimes/index.html) quand un Sawt Filastine/Palestine Voice (http://mypage.ayna.com/palestine_voice/) (arabe) vient d'être mis en place depuis Gaza mais attend encore d'être développé. Depuis Jérusalem, Infopal (http://www.infopal.org/) est lui aussi encore en construction.

En dehors de Palestine, Arabic.News (http://www.arabicnews.com/) donne accès à l'actualité du monde arabe en général avec une forte présence de nouvelles de Palestine. Arabia Online (http://www.arabia.com/), lui aussi riche d'informations et de liens, gère également un Palestine Online (http://palestine-online.com/) aux côtés d'autres pages d'informations sur les divers États du monde arabe. Depuis Saint Paul (Minnesota), une association Filasteen a été créée en 1998 pour diffuser sur le net un trimestriel en anglais, Jerusalem I Love You (http://www.ojerusalem.com/) (archivé depuis juin 1999) consacré à Jérusalem et deux périodiques en arabe, le trimestriel Sawt Al-Asîr (http://www.alaseer.org/) (archivé depuis février 1999) par et sur les prisonniers palestiniens, et le mensuel Filastîn (http://www.falasteen.com/) (archivé depuis octobre 1998) plus généraliste. Depuis décembre 1999, The Palestine Chronicle (http://www.palestinechronicle.com/), administré par Ramzy Baroud depuis Seattle, met en ligne des articles et données principalement liées à la question des réfugiés.

L'audiovisuel

Les télévisions (une trentaine opèrent dans les territoires autonomes) et radio palestiniennes commencent tout juste à investir le web. L'officielle, Palestine TV (http://www.p-p-o.com/) (Ramallah), possède un site d'essai hébergé par le bureau du président palestinien. Depuis Bethléem, Al-Rouah TV (http://www.alrouah.com/index.html) (arabe, anglais annoncé) commence seulement à alimenter sa page de quelques informations et *news* mais aucune émission n'est encore disponible. Diffusant sur Hébron, Al-Amal TV (http://www.alamal-tv.com/) n'offre pour le moment qu'un écran d'accueil. Qanât Filastîn Al-Fidâ'iyya (PSC TV) (http://www.psctv.net/) (Gaza) (arabe) se contente de donner la grille de ses programmes.

Une seule radio hertzienne, l'officielle PBC (Palestinian Broadcasting Corporation) (http://www.bailasan.com/pinc/voice.htm) a récemment ouvert un site doté des titres de son bulletin (arabe) quotidien de fin de matinée. Dès octobre 1998, des membres du personnel et des étudiants de l'université de Bir Zeit avaient ouvert " Outloud " (http://www.birzeit.edu/outloud/), le premier programme radio palestinien doté de programmes exclusivement diffusés sur Internet (une demi-heure en arabe et anglais deux fois par mois, le tout étant archivé).

Les centres de recherche

Les centres palestiniens

Depuis de plusieurs années déjà, divers centres palestiniens de Cisjordanie font porter leurs recherches sur la situation politique locale. Ils alimentent dorénavant des sites riches en analyses et en données. Le CPRS (Center for Palestine Research and Studies) (Naplouse) (http://www.cprs-palestine.org) (anglais et arabe), fondé en 1993 pour apprécier les bouleversements régionaux et leur impact sur les Palestiniens, constitue ainsi l'une des meilleures sources de connaissance de la situation politique des territoires palestiniens. Le CPRS est surtout connu pour ses sondages réguliers de l'opinion palestinienne (leur totalité est archivée depuis 1993) commentés par Khalil Shikaki. Il est en réalité doté de plusieurs unités de recherche (" Policy Analysis Unit ", " Economics Department ", " Parlimentary Research Unit ", " Department of Politics and Government ", " Department of Strategic Studies ") dont les rapports (résumés détaillés, texte parfois) sont en ligne.

Uniquement centré sur le contemporain, le CPRS trouve un excellent complément dans PASSIA (Palestinian Academic Society for the Study of International Affairs) (Jérusalem) (http://www.passia.org/) qui mène de nombreuses activités de recherche depuis 1987 sous la houlette de Mahdi Abdul Hadi. Surtout connu par son agenda, véritable bible sur les territoires palestiniens mise à jour chaque année, et ses nombreuses publications, le centre est en fait un *think-tank* très actif où se rencontrent politiques et intellectuels, laïcs et religieux, etc. Son site est une mine d'information sur l'histoire de la Palestine (documents, cartes, chronologies, etc.) et la question de Jérusalem.

Troisième passage obligé, le JMCC (Jerusalem Media and Communication Centre) (Jérusalem) (http://www.jmcc.org/), agence de presse déjà citée, a diversifié ses activités depuis la fin de l'intifada. Outre ses périodiques et revues de presse signalés plus haut, il publie à l'instar du CPRS des sondages réguliers (leur ensemble est archivé depuis 1993) et possède un "Research Unit " dont la production (résumés et quelques textes) est accessible en ligne.

Al Multaqa-The Arab Thought Forum (Jérusalem) (http://www.multaqa.org), fondé en 1977 par des militants de la mouvance communiste ensuite élargie à la " gauche ", a longtemps consacré ses recherches au domaine socio-économique. Avec la mise en place de l'autorité d'autonomie, il a recentré ses activités sur la question de la démocratie et de la construction nationale. Son site, longtemps squelettique, offre dorénavant le compte rendu détaillé de ses séminaires et tables rondes. Une Newsletter (trois numéros en ligne) est également disponible ainsi que les sommaires de l'ensemble de la collection de son trimestriel Shu'un Tanmawiyyeh (fondé en 1987).

Fruit d'une initiative israélo-palestinienne, l'IPCRI (Israel-Palestine Center for Research and Information) (Jérusalem) (http://www.ipcri.org/), centre de recherche fondé en 1989 par l'Israélien Gershon Baskin et le Palestinien Zakaria Al-Qaq, possède également un site doté de très sérieuses études dans le domaine des politiques publiques et du développement signalées dans d'autres rubriques et issues de ses divers départements (son " Strategic Analysis Department " suit les divers dossiers du statut final à négocier, colonies, Jérusalem et réfugiés ; le " Law and Development Department " traite des questions de société civile et de réforme du droit du commerce ; un " Environment and Water Department " s'intéresse à l'écosystème régional ; le " Pathways Into Reconciliation Department " réfléchit aux questions d'éducation vers la paix et

une "Intelligence Unit " se veut travailler dans un esprit d'ouverture sur les questions en cours de négociation entre Israéliens et Palestiniens). Le site ne semble plus alimenté depuis début 1999.

D'autres centres palestiniens mènent également des recherches dans le domaine politique mais leur site demeure pour le moment à l'état de construction ou se limite à un simple dépliant sur leurs activités. Tel est le cas du Palestinian Center for Regional Studies (http://www.pal-crs.org/) de Munther Dajani (anglais, arabe) ou encore de Panorama, The Palestinian Center for the Dissemination of Democracy and Community Development (http://www.planet.edu/~panorama/), fondé à Jérusalem en 1991 par Riad Malki, longtemps porte-parole officieux du FPLP en Cisjordanie.

Les Palestiniens de la diaspora se sont eux aussi mobilisés en créant des centres de recherche consacrés au domaine politique palestinien. Le plus ancien, l'IPS (The Institute for Palestine Studies) (Washington) (http://www.ipsjps.org/), a été fondé à Beyrouth dès 1963 et s'est imposé en tant qu'éditeur des revues de référence que sont le Journal of Palestine Studies (sommaires et extraits en ligne des numéros de ces quatre dernières années) et ses équivalents français, La revue d'études palestiniennes (sommaires des numéros récents) et arabe, Majallat Al-Dirasat Al-Filastiniyah (liste des diffuseurs) auxquelles s'est ajouté récemment le Jerusalem Quaterly File (archives in extenso). Le centre met également en ligne l'intégralité de ses " Final Status Issues Papers ".

Plus jeune que l'IPS puisque fondé en 1990, le CPAP (Center for Policy Analysis on Palestine) (Washington) (

target="_blank"http://www.palestinecenter.org/) est quant à lui une émanation du Jerusalem Fund for Education and Community Development et rassemble d'éminentes personnalités critiques d'Oslo sous la présidence de Hisham Sharabi. La quasi-totalité de ses publications est accessible (Newsletter bimestrielle archivée depuis janvier 1999, Proceedings de ses séminaires, Special Reports, For the Record, Information Papers et Policy Briefs) et constitue ainsi une véritable bibliothèque en ligne consacrée en priorité aux domaines de la négociation en cours (eau, réfugiés, colonies) et de la construction d'une société démocratique.

Plusieurs chercheurs et intellectuels palestiniens sont également présents à titre individuel sur le web. Un TESA ("The Edward Said Archives ") (http://www.leb.net/tesa/) et un " Edward Said Archive " (http://www.alguds.net/edward/) (sous la responsabilité de Issa Sarras et Nisreen Al-Aref) rassemblent ainsi un certain nombre de textes de ce professeur de Columbia University et ancien membre du Conseil national palestinien devenu l'un des principaux porte-parole de l'opposition aux accords d'Oslo. MSA, avec son " ScholarsBase " alimente également un dossier de liens vers des textes de ou sur Edward Said comme de nombreux acteurs, témoins ou analystes de la scène islamique (http://msanews.mynet.net /~msanews/Scholars/index.html). Une visite à la page personnelle de Musa (http://www.musabudeiri.freeserve.co.uk/), professeur de philosophie à Bir Zeit, permettra de lire plusieurs articles consacrés aux relations intellectuelles et organisationnelles entre nationalistes et islamistes.

Les centres israéliens

En Israël, nombreux sont les centres et institutions qui consacrent une partie de leur énergie à l'analyse du domaine palestinien mais à travers le prisme dominant sinon exclusif de la sécurité et de la menace terroriste. Le ministère israélien des Affaires étrangères offre lui-même un florilège de documents et d'articles tirés de la presse locale et consacrés au "terrorisme islamique " (http://www.mfa.gov.il/mfa/).

Liés aux grandes universités du pays, quatre centres au moins se sont imposés dans le domaine de l'analyse stratégique. Partie intégrante de l'université de Tel-Aviv, le JCSS (Jaffee Center for Strategic Studies) (http://www.tau.ac.il/jcss/) s'intéresse aux questions de sécurité, de stratégie et de renseignement. Outre les informations sur ses activités et ses membres, le site du JCSS offre un accès en ligne à certains de ses rapports, à l'ensemble de ses Memoranda (archivés depuis 1997), à son semestriel JCSS Bulletin et à son trimestriel inauguré en mars 1998, Strategic Assessment, dirigé par le général Aharon Yariv. Bon nombre de ses études (souvent rédigées par Reuven Paz) sont consacrées à Hamas qui fait également l'objet d'un mémorandum extrêmement riche et accessible en ligne Hamas: Radical Islam in a National Struggle, par Anat Kurz avec Nahman Tal.

Fondé en 1991 dans le cadre de l'université Bar Ilan de Ramat Gan près de Tel-Aviv, le BESA (Begin-Sadat Center for Strategic Studies) (http://www.biu.ac.il/SOC/besa/) consacre ses recherches aux questions de sécurité régionale (avec une insistance sur les questions turques) et de politique étrangère israélienne. Ses deux publications, le trimestriel MERIA (Middle East Review of International Affairs) et le semestriel BESA Bulletin sont accessibles en ligne ainsi qu'un "US-Middle East Policy Database".

Le Moshe Dayan Center for Middle Eastern and African Studies (http://www.dayan.org/) relève quant à lui de l'université de Tel-Aviv, né en 1983 de l'union entre son ancienne unité de documentation traitant du Moyen-Orient et le Reuven Shiloah Institute créé dès 1959 sous les auspices de l'Israel Oriental Society. Seuls les résumés des recherches publiées par ses membres sont mis en ligne mais la richesse du site est le Database, déjà mentionné, issu de son dépouillement systématique de centaines de sources traitant du Moyen-Orient et indexés électroniquement depuis 1979. Le site offre également un accès à son bimestriel Current Contents of Periodicals on the Middle East qui fournit le sommaire des quarante principales revues traitant du Moyen-Orient dans le monde.

Dernier né puisque fondé en 1996 dans le cadre de l'Academic Interdisciplinary Center d'Herzliya (Israël), l'ICT (International Policy Institute for Counter-Terrorism) (http://www.ict.org.il/) est présidé par un ancien directeur du Mossad, le service israélien de sécurité extérieure, Shabtai Shavit. L'ICT s'intéresse au terrorisme et au contre-terrorisme comme un problème stratégique global et offre l'un des sites les plus riches en la matière tant sur Israël et la région que sur le monde. Conçues dans le même esprit que les fiches du Département d'Etat américain citées plus bas et comme elles non dénuées d'erreurs, ses fiches sur les organisations terroristes sont néanmoins beaucoup plus développées, au moins pour celles portant sur les islamistes palestiniens et sont agrémentées de nombreux liens hypertextes. Tout un florilège d'articles rédigés pour la plupart par ses membres est accessible en ligne et fait de ce site un lieu incontournable. Un "Spotlight"

quasi quotidien fait le point sur les divers événements liés au terrorisme dans le monde. L'ICT organise également un forum sur Internet réparti en trois domaines, terrorisme international, contre-terrorisme et conflit israélo-arabe.

Les centres européens, américains et autres

Les centres, universitaires ou non, spécialisés au niveau international sur le Proche et Moyen-Orient sont légion. Ils sont en partie recensés par la MESA (Middle East Studies Association) of North America (http://www.mesa.arizona.edu/ et

Deux sites constituent pour les francophones une banque de données historiques et politiques d'intérêt qui tous deux échappent à l'obsession sécuritaire. Les excellentes fiches des 100 portes du Proche-Orient d'Alain Gresh et de Dominique Vidal (4^e édition, Éditions de l'Atelier, 1996, mise à jour sur le web) sont intégralement accessibles sur le site du Monde diplomatique (target="_blank"http://www.monde-diplomatique.fr/livre/100portes/) (français). Elles offrent le cadre historique et géopolitique indispensable à une bonne compréhension de la scène politique palestinienne même si la mouvance islamiste n'y est que succinctement abordée. Le site du Monde diplomatique offre également un remarquable cahier " Le Proche-Orient au bord de la paix " (http://www.monde-diplomatique.fr/cahier/proche-orient/) doté des textes de références, des cartes et d'un accès aux articles du mensuel publiés ces deux dernières années et consacrés à la question. D'autres fiches,également fort bien faites, peuvent être consultées sur le site de l'Institut européen de recherche sur la coopération méditerranéenne et euro-arabe dirigé par Jean-Michel Dumont avec le concours de parlementaires européens (Bruxelles) (http://www.medea.be/) (français et anglais).

Depuis les Etats-Unis, les institutions qui disposent de sites bien fournis en information sur la Palestine sont la plupart du temps celles qui l'appréhendent en terme de menace. Les instituts universitaires spécialisés sur le Proche-Orient qui tentent d'échapper à cette perspective réductrice n'ont en effet la plupart du temps que des sites réduits au simple énoncé de leur programme. Le cours "Teaching the Israeli-Palestinian Conflict " de Ronald Stockton donné à l'université du Michigan en 1993 (http://www.umich.edu/~iinet/cmenas/StudyUnits/israeli-palestinian_conflict/) offre tout ce qu'un enseignant ou un étudiant peut rechercher pour aborder la question de Palestine. La "Homepage on Strategic Intelligence " du Loyola College de Baltimore (Maryland) (http://www.loyola.edu/dept/politics/intel.html), l'un des annuaires parmi les plus exhaustifs de sites spécialisés, constitue un passage obligé. La "Counter-Terrorism Page " (hébergée par le serveur du gouvernement canadien) (http://www.terrorism.net) constitue également un bon centre d'aiguillage vers un certain nombre d'agences spécialisées américaines et recèle des archives intéressantes (lois, déclarations, revue de presse sur la question traitée au niveau international).

Très souvent citée, la référence dans le domaine du terrorisme demeure la liste annexée ("Background Info on Terrorist Groups") au rapport annuel du Département d'Etat américain sur les "Patterns of Global Terrorism" dont les éditions, archivées depuis 1995, sont accessibles en ligne sur l'un des sites de l'USIS (US Information Service) (http://www.usis.usemb.se/terror/index.html). Longue est la liste des organisations palestiniennes y figurant encore, même si Fath en a été retirée! Exclusivement factuelle, la fiche de généralités du CIA (Central Information Agency) World Factbook qui constitue l'une des premières références données par les moteurs de recherche touchant à la Palestine (http://www.odci.gov/cia/publications/factbook/index.html) échappe paradoxalement à la crispation sécuritaire.

L'OICJ (Office of International Criminal Justice) (http://oicj.acsp.uic.edu/spearmint/) (anglais, espagnol), fondé en 1984 comme centre de recherche et de formation de l'université d'Illinois à Chicago, s'est donné pour objectif d'améliorer l'administration de la justice criminelle et juvénile dans le monde mais s'intéresse depuis quelques années au terrorisme. Son périodique Focus on Terrorism est accessible en ligne comme ses archives. Des extraits de son Extremist Groups. An International Compilation of Terrorist Organizations, Violent Political Groups, and Issue Oriented Militant Movements sont également disponibles, tout particulièrement l'intégralité de son chapitre consacré à Hamas.

Fondé en 1985 et dirigé par Robert Satloff et Patrick Clawson, le Washington Institute for Near East Policy (http://www.washingtoninstitute.org/) consacre ses recherches aux " intérêts américains au Moyen-Orient ". Son site offre de nombreuses études et publications en ligne dont un certain nombre portent sur la Palestine ou le conflit israélo-arabe.

Plusieurs instituts privés, enfin, spécialisés dans le domaine du terrorisme et du renseignement alimentent des sites sur lesquels l'accès à l'intégralité de l'information offerte en résumé est payant. En France, le meilleur site est sans doute celui " d'Intelligence Online " d'Indigo Publications (http://www.intelligenceonline.fr/) avec son bimensuel Le monde du Renseignement (en français et anglais). La production du Janes britannique est elle aussi à accès payant (http://www.janes.com/).

Les acteurs palestiniens

L'OLP et l'Autorité d'autonomie

Longtemps absente du *net*, l'OLP, *via* son " Department of Arab and International Relations ", vient d'ouvrir un site (http://www.dair.web.com/) (anglais et arabe annoncé). Encore à ses balbutiements, elle n'offre qu'une version en ligne de son mensuel *People Under Occupation*. Plusieurs ambassades ou délégations de Palestine ont également ouvert des sites à la suite des initiatives pionnières du délégué général au Canada Baker Abdel Munem (http://www.cyberus.ca/~baker/palestine4a.htm), Amman (http://www.nets.com.jo/palemb/indexpage.html), Mexico (http://www.palestina.com.mx/) (espagnol), Helsinki (http://www.palestinegd.fi/) (anglais, finlandais) mais le site de la représentation palestinienne à l'ONU (http://www.palestine-un.org/) s'impose par la richesse considérable de ses pages (archivages des résolutions internationales concernant la question, documents historiques, annuaires, etc.). Le Conseil national palestinien vient lui aussi d'ouvrir un site (http://www.p-n-c.org/) (arabe) mais qui est encore en cours d'installation.

A la différence de l'OLP, l'Autorité palestinienne d'autonomie s'est voulue depuis longtemps déjà présente sur le web. De façon générale, cependant, ses sites sont d'une grande pauvreté et rarement mis à jour. Certains même ne sont accessibles que par intermittence et l'ensemble est en cours de réorganisation depuis de longs mois.

Le Palestinian President's Office (http://www.p-p-o.com/) vient d'ouvrir un site (anglais, arabe, hébreu) doté de documents officiels et communiqués de presse sur les activités de Yasser Arafat. Également récent, le site du Cabinet Office (http://www.palestinecabinet.org/) attend encore d'être alimenté.

Les pages et sites de chaque département " ministériel " sont hébergés soit par le MOPIC (Ministry of Planning and International Cooperation) (http://www.pna.net/) qui a instauré sous la houlette de son titulaire Nabil Shaath une hégémonie certaine sur l'Autorité tout entière, soit par un autre site à l'origine lié au " ministère " de l'Information (http://www.pna.org/). Les documents officiels sont ainsi à chercher sur le site du MOPIC comme sur celui du " ministère " de l'Information (http://www.pna.org/mininfo/) (anglais, arabe). Le MOPIC dispose également d'un site propre limité à ses préoccupations (http://planning.pna.net/), pour le moment doté de rapports consacrés en priorité aux questions de développement urbain et rural et à celles de l'environnement.

Relevant directement de l'Autorité nationale sans néanmoins constituer des " ministères ", certains centres et offices disposent également de sites, là encore peu développés tels le Centre de planification qui relève du Bureau du président (http://www.oppc.pna.net/) (anglais et arabe), le PEC (Palestinian Energy and Environment Research Center) (http://www.planet.edu/~pec/), la PWA (Palestinian Water Authority) (http://www.pwa.pna.org) ou encore l'agence officielle de presse WAFA déjà signalée (http://www.wafa.pna.net/) (arabe). Le très actif PECDAR (Palestinian Economic Council for Development and Reconstruction), en revanche, en charge des investissements dans les infrastructures dispose maintenant d'un site digne d'intérêt (http://www.pecdar.org/) comme celui de la Palestine Monetary Authority (http://www.pma-palestine.org/). Le PCBS (Palestinian Central Bureau of Statistics) (http://www.pcbs.org/) est exemplaire dans le domaine de la statistique qu'il offre à profusion (dont l'ensemble des données du recensement de 1997).

Le site du Conseil législatif (http://www.pal-plc.org/), indisponible depuis un an, offrait quelques documents intéressants dont le texte de certaines lois et devrait être réactivé dans les mois à venir. A signaler ici, le site (ouvert en juin 1999) d'Abbas Zaki, membre du Comité central de Fath et premier élu (à Hébron) du Conseil législatif à figurer sur le web. Le site de la Commission centrale des élections (http://www.planet.edu/~cec), ouvert pour le scrutin de janvier 1996, n'offre encore malheureusement, plus de quatre ans après le vote, que des résultats partiels et " provisoires ".

La Palestine Police Old Comrades Association (<u>target="_blank"http://ourworld.compuserve.com/homepages/palestinepolice/#intro</u>) n'a rien à voir avec les forces de sécurité de l'Autorité mais rassemble les survivants de la police mandataire dont l'histoire est esquissée.

Les autorités locales

Les gouvernorats de Jénine (http://zaytona.com/goj/) et de Ramallah/El-Bireh (http://www.ramgov.org/) sont encore pour le moment les seules autorités régionales présentes sur le web mais avec des sites succincts d'information générale. Plusieurs municipalités en revanche, Beita (http://zaytona.com/beita/index.html), Bethléem (http://www.bethlehem-city.org/), (http://www.al-bireh.org/), Halhul (http://www.fortunecity.com/roswell/gypsy/291/index.html), (http://www.zaytona.com/goj/titel.html), Jéricho (http://www.jericho-palestine.org/index-1.htm), Naplouse (http://www.nablus.org/), Qalqilya (http://www.qalqilya.com/), Ramallah (http://www.ramallah-city.org/), (http://www.tulkarm.force9.co.uk/) ont d'ores et déjà ouvert des sites officiels. Une grande partie des informations dispensées sur tous ces sites le sont en anglais exclusivement. Une exception doit être signalée avec les pages en français et en arabe de Qalqilya qui dispose d'un site particulièrement développé (histoire, associations, etc.) au regard de la modestie de l'importance de sa population. Dans bien des cas, les informations données par ces municipalités peuvent être enrichies par celles qui figurent sur les pages ouvertes par les différentes chambres de commerce et d'industrie (http://www.pal-chambers.com/) et par certaines universités palestiniennes sur leur cité d'accueil, Najah sur Naplouse (http://www.najah.edu/location/nablus.htm), Bir Zeit sur Ramallah (http://www.birzeit.edu/ramallah/) et Bethléem sur la ville de la Nativité (http://www.amb-usa.fr/pagefr.htm) (anglais et français) également présentée sur le site du "Bethlehem 2000 Project " (http://www.bethlehem2000.org/) lancé à l'occasion du millénaire pour sa réhabilitation et son développement. Pour pallier l'absence de site propre à leur ville ou village d'origine ou compléter l'information existante, des Palestiniens sur place ou dans la diaspora alimentent leurs pages personnelles d'informations souvent pertinentes : Kifah ^cAbbad (http://privat.schlund.de/b/bethlehem/) et Victor Husary (http://www.bethlehem.org/) s'intéressent à Bethléem, Fahmî (http://homepages.udayton.edu/~abbousfh/jenin.html) Jénine, Ismail Badran (http://www.angelfire.com/il/badran/Nablus/Nablus.html), Wael Ahmed (http://sac.uky.edu/~wmahme00/shuqba /preShuqba.htm) à Shuqba ou encore Waleed Kazem Jayyousi (http://www.geocities.com/Heartland/Acres/3200/) à Tulkarm. A Abbûd, la Shabîba Al-Masîhiyya (" Jeunesse chrétienne ") (http://www.angelfire.com/pa/aboudyouth/), outre son Youth Magazine, met en ligne de l'information sur le village, son histoire et ses richesses archéologiques. Certaines des associations de Palestiniens exilés ont également créé des pages d'information sur leurs activités comme sur le lieu de

leurs racines : la Bethlehem Association sise à Media-Pennsylvanie (http://www.BethlehemAssoc.org/), la Birzeit Society de Norwalk-Californie (http://idt.net/~raranki/) ou encore l'American Federation of Ramallah-Palestine dont le siège est installé à Westland-Missouri (http://www.afrp.org/).

En partance pour la Palestine, l'internaute désireux d'informations locales pourra ainsi se rendre sur ces différents sites. Le JMCC, déjà cité, lui fournira les indispensables renseignements sur les adresses utiles et les activités culturelles du moment grâce à son excellent *This Week in Palestine* (http://www.jmcc.org/ptw/). Désireux d'échapper aux circuits habituels, le visiteur pourra profiter des excursions organisées par l'Alternative Tourism Group and Study Center de Beit Sahour (http://www.patg.com/), une émanation du PCR (Palestinian Centre for Rapprochement Between People) (http://www.rapprochement.org/), créé en plein intifada par de jeunes militants de la ville sœur de Bethléem et animé par George Rishmawi. Il pourra aussi s'adresser au PACE (The Palestinian Association for Cultural Exchange) (http://www.planet.edu/~pace/) (français, allemand, anglais) d'Al-Bireh, tour opérateur et éditeur de guides dont certains extraits sont en ligne.

Les forces politiques

Les forces nationalistes

Principale organisation membre de l'OLP, Fath (http://www.fateh.org/) possède un site officiel bien qu'il ne soit jamais précisé que son administrateur est bien son département de l'Information dirigé par Sakhr Habach. On y trouve une documentation assez fournie (anglais et arabe) : éditoriaux politiques bimensuels archivés depuis janvier 1997, plusieurs textes fondateurs du mouvement dont son *Statut organique*, un livre consacré à la bataille de Karameh (arabe exclusivement), quelques biographies. Le site offre également une revue quotidienne d'actualité (arabe exclusivement, les trois derniers jours sont archivés) alimentée par les dépêches de l'agence palestinienne WAFA. Le site renvoie également à une revue de création récente, *Al-Afâq* (http://www.aafaq.org/) (arabe) publiée par une Akâdîmiyyat Al-Mustaqbal li-I-Tafkîr Al-Ibdâ^cî, intégralement archivée. Ces deux sites ne doivent pas être confondus avec celui de Fath (http://www.yafanews.com/) (arabe) qui, sous le même nom mais le slogan " Filastîn ^carabiyya min Al-Nahr ila Al-Bahr " (la Palestine est arabe du fleuve [le Jourdain] à la mer), émane des dissidents du mouvement basés à Damas et au Liban. Leur revue, *Fath*, est en ligne.

Le Parti du Peuple palestinien (ex-communiste) (http://www.palpeople.org/) (arabe, les pages en anglais ont disparu pour le moment) met en ligne certains de ses textes de références comme ses communiqués et analyses. L'accès à son périodique, *Sawt Al-Watan*, est annoncé. Par ailleurs, membre de la direction du parti, Ghassan Al-Khatib écrit régulièrement dans le *Palestine Report* en tant que directeur-fondateur du JMCC (http://www.jmcc.org/) déjà mentionné.

Ni le FPLP (Front populaire de libération de la Palestine) de Georges Habache ni le FDLP (Front démocratique) de Nayef Hawatmeh n'ont ouvert de site officiel, faisant ainsi de l'opposition nationaliste interne à l'OLP une grande absente du web. Le périodique du FDLP, Al-Hurriya, est cependant maintenant accessible (par intermittence) (http://www.palestinian-issues.com/) (arabe) sur le site de "Palestinian Issues "consacré en priorité, depuis le Liban, à la question des réfugiés palestiniens. Pour connaître le point de vue de membres de la mouvance de cette gauche, la FAV (The Free Arab Voice) (http://www.fav.net/) d'Ibrahim Alloush offre un bon échantillon de textes (interviews de Georges Habache, etc.) comme le "Free Ahmad Qatamesh " (http://www.freeqatamesh.org/), du nom d'un ancien prisonnier politique palestinien réputé proche du FPLP, et le "Hanthala Palestine" (http://home.wxs.nl/-fasse008/hanthala.htm), tous deux présentés plus bas.

D'autres pages offrent de l'information sur ces organisations mais depuis la marge. Anis Alaeddin anime ainsi un site squelettique présenté comme celui du FPLP (http://alquds.palestinian.org/~alaeddin/jish.html) sur lequel on trouvera quelques hymnes et affiches du mouvement. Le CSCPLA (Comité de soutien des combattants pour la Palestine libre et arabe) (Paris) (français et anglais avec quelques textes en arabe) (http://www.geocities.com/CapitolHill/Senate/3268/) a quant à lui été créé pour soutenir Illich Ramirez Sanchez, alias Carlos, en tant que symbole de la lutte armée palestinienne. Outre les professions de foi du groupe et de nombreux documents sur et par Carlos, on trouvera également diverses sources sur cette lutte comme celle menée par Waddi Haddad, ancien responsable des opérations militaires du FDLP et "inventeur " des détournements d'avions. Des liens vers d'autres sites dont certains témoignent de certaines déviances de la lutte palestinienne vers le terrorisme et l'antisémitisme dans des ramifications avec l'extrême droite européenne pourront être trouvés sur la " Fertile Crescent Home Page " (http://leb.net/fchp/) issue de milieux sans doute proches du Parti populaire syrien fondé dans les années 1930 par le Libanais Antun Saadeh. Pareils liens, mais dans une mouture islamiste, peuvent d'ailleurs être trouvés sur " Radio Islam " (plus d'une dizaine de langues) (Stockholm) (http://abbc.com/). Animé par le Marocain Ahmed Rami, le site mêle Roger Garaudy, les négationistes, les prédications islamiques à l'iranienne etc.

Le chercheur passionné d'histoire pourra quant à lui trouver un choix intéressant d'affiches produites par tout l'éventail des organisations palestiniennes des années 1960 aux années 1980 sur le site de la Jafet Library de l'American University of Beirut (http://almashriq.hiof.no/ddc/projects/jafet/posters/).

Les forces islamistes

A la différence des nationalistes, le courant islamiste palestinien a investi le web depuis longtemps déjà et de façon extensive et adaptée à ce nouveau mode de communication, d'abord par le biais des réseaux islamistes estudiantins des Etats-Unis, ensuite *via* ses organes de presse avant d'ouvrir récemment des sites propres à ses organisations.

Le meilleur annuaire des forces, organisations et partis islamistes du monde entier présents sur le web est le "Launchpad" de MSA News déjà cité (http://msanews.mynet.net/Launchpad/). Le site national de la même MSA le complète avec plusieurs autres annuaires dont celui des Muslim Relief Organizations des Etats-Unis opérant dans le monde, la Palestine tenant une place importante (http://www.msa-natl.org/resources/).

Première force islamiste palestinienne, Hamas a d'abord vu certains de ses communiqués diffusés sur le site de l'hebdomadaire proche du Front d'Action islamique jordanien, Al-Sabîl (http://www.assabeel.com/) (arabe), toujours très riche sur la question de Palestine. Le mouvement voyait également ses analyses proposées sur un site qualifié de " non-officiel " (http://www.hamas.org/), devenu maintenant obsolète et réduit à quelques documents. Le Mouvement de la résistance islamique bénéficie maintenant d'un site propre (http://www.palestine-info.org/) (anglais, arabe) sous couvert d'un centre créé semble-t-il pour la circonstance, le PIC (Palestine Information Center). Outre une présentation détaillée du mouvement, de son histoire et de ses objectifs, la biographie d'une douzaine de ses hauts responsables, la liste de ses opérations militaires depuis 1988 ainsi que ses activités dans les prisons palestiniennes et israéliennes, on y trouve une bibliothèque de références sur la Palestine (géographie, histoire, politique, etc.) ainsi que tous ses documents publics à caractère politique, analyses et communiqués (archivés depuis novembre 1997). Le site offre également un Akhbâr Al-Yawm (" Nouvelles du jour ") quotidien rédigé à partir de dépêches de presse (archivés depuis novembre 1998) (http://www.palestine-info.net/). Le PIC alimente également un site plus généraliste (http://www.alquds.org/) où l'on trouvera documents et analyses sur l'histoire de la Palestine et le sionisme, un état des négociations mais également des photos, recettes de cuisine, littérature et proverbes de Palestine. La presse de Hamas et de sa mouvance est également largement disponible sur le web. Le mensuel Filastîn Al-Muslima, son officieux publié à Londres, est archivé depuis décembre 1997 (http://www.fm-m.com/) (arabe). La mouvance publie également à Londres le mensuel Palestine Times (http://www.ptimes.com/), accessible en ligne et archivé depuis mai 1997 tandis que l'agence Quds Press (http://www.arabia.com/QPress) (arabe), proche de Hamas sans en être l'émanation, publiait sur le domaine palestinien de très nombreuses dépêches quotidiennes archivées depuis 1997 mais disparues durant l'été 1999.

De nombreuses ONG de par le monde sont, à tort ou à raison, considérées comme liées au mouvement. Plusieurs d'entre elles sont présentes sur le web. Cherchant à mobiliser sur la question de Palestine en général mais dans une perspective islamique, l'IAP (Islamic Association for Palestine) (http://iap.org), fondée dès 1981 et domiciliée à Dallas (Texas), a été l'une des premières associations de ce type présente sur le web. Après une léthargie liée semble-t-il à des pressions américaines exercées en 1996 sur l'islamisme actif aux Etats-Unis, l'organisation vient de reprendre ses activités. Dans le domaine particulier de la mobilisation sur le droit au retour, un PRC (Palestinian Return Center) (http://www.prc.org.uk/) (anglais, arabe), fondé vers 1997 à Londres et dirigé par Majid Al-Zir, se veut " servir de forum de discussion et observateur des questions concernant la diaspora palestinienne ". Outre des rapports sur les camps de réfugiés au Liban et deux ouvrages (*Britain's Obligations Towards the Arabs Concerning Palestine d'Ahmad Sidqi Dajani et *The Right of Return Sacred, Legal and Possible Too de Salman Abu Sitta), on y trouve son bimensuel *Al-c^a/Wada* (arabe) de même que son mensuel *Return* (anglais) dont les numéros sont archivés depuis mai 1998. Autour de la question de Jérusalem, l'American Muslims for Jerusalem (http://www.amjerusalem.org/) (Washington) s'est constituée en 1999 avec l'aide de plusieurs associations islamiques américaines offrant pour le moment quelques coupures de presse et rares documents.

Dans le domaine de la recherche académique, la UASR (United Association for Studies and Research) (http://www.uasr.org/), fondée en 1989 à Falls Church (Virginie) par des journalistes, chercheurs et hommes d'affaires proches du mouvement, anime un site encore assez succinct. La mise en ligne, ne serait-ce que des sommaires, de son trimestriel *The Middle East Affairs Journal*, serait la bienvenue. Depuis Amman, centre de recherche et maison d'édition, le MESC (Middle East Studies Centre) (http://www.mesc.com.jo/) s'est illustré depuis plusieurs années déjà par la publication de divers ouvrages et d'un trimestriel, *The Middle Eastern Issues Journal (Qadâyâ Charq Awsatiyya)*. Son site vient d'ouvrir et attend encore d'être développé. Plusieurs intellectuels ou analystes de la mouvance bénéficient par ailleurs d'une entrée dans le "ScholarsBase" de la MSA (http://msanews.mynet.net/~msanews/Scholars/index.html).

Dans le domaine militaire, une Al-Kassam Shuhada Memorial Association anime un site (http://www.demon.co.uk/alquds/) relativement pauvre où l'on trouvera une galerie de photos de " martyrs " ainsi que quelques textes consacrés à Hamas (dont le classique *The Truth about Hamas* d'Ahmad Rashad) et au Chaykh clzz Al-Dîn Al-Qassâm. La meilleure chronologie des opérations militaires du mouvement demeure cependant celle offerte par le PIC.

Dans le domaine humanitaire, la Holy Land Foundation for Relief and Development (http://www.hlf.org/), fondée en 1989 à Richardson (Texas) et dirigée par Chukri Baker, fait souvent figure de bras associatif de Hamas à l'étranger chargé de rassembler des fonds destinés aux activités caritatives du mouvement. Fondé en 1990 par Steve Sosebee, un écrivain d'Ohio, le PCRF (Palestine Children's Relief Fund) (http://www.wolfenet.com/~pcrf/) consacre quant à lui ses efforts à offrir des soins aux Etats-Unis à des enfants palestiniens des territoires occupés en 1967 mais aussi du Liban et de Jordanie (ses affinités avec Hamas n'ont rien d'évident mais l'association figure dans les liens fournis par le MSA dans son "Gateway "sur Hamas). Domicilié à Deerfield Beach (Floride) et créé en 1998, le HRCP (Health Resource Center For Palestine) (http://www.hrcpal.org/) affirme, quant à lui, vouloir pallier l'incapacité du "ministère "palestinien de la Santé à faire face à ses obligations. En France, enfin, le CBSP (Comité de bienfaisance pour la solidarité avec la Palestine) (http://www.cbsp-France.org) (français) fondé à Nancy en 1990 et dirigé par Mahmoud Hussein collecte des fonds pour l'aide humanitaire menée sur le terrain en collaboration avec des ONG, tout particulièrement les comités de zakât. Les sites de toutes ces associations à but humanitaire offrent simplement de la documentation sur leurs projets et activités sans s'aventurer sur le terrain de l'analyse politique.

Bien qu'officiellement apolitiques eux aussi, on signalera la présence sur le web de certains comités de *zakât* comme celui de Naplouse (http://www.zakat-nablus.org/) (arabe) ou de Gaza (http://www.gazainfo.com/zakat.htm) (arabe). Constitués autour de mosquées pour rassembler les aumônes rituelles musulmanes, ces comités sont souvent proches de Hamas et des Frères musulmans et font partie de réseaux associatifs actifs dans les domaines de l'éducation, du sport mais aussi de la santé ou des femmes. On pourra également signaler le site, encore en cours d'élaboration, du Markâz Nûn li-l-Abhâth wa Al-Dirâsât Al-Qur'âniyya (Noon for Islamic Studies and Researches) (http://www.noon-cqs.org/) (arabe, anglais annoncé) fondé à Ramallah par Chaykh Bassâm Jarrâr, éminente personnalité du courant islamiste palestinien maintenant passionné de numérologie coranique. L'Islamic Association (Gaza), dirigée par Ahmad Bahr l'un des responsable de Hamas, vient elle-même d'ouvrir un site (http://www.gate.net/~sahmad/islamic_association.htm) (anglais, arabe) comme l'a fait son émanation pour l'enseignement coranique, le Dar Al-Quran Al-Karim Wa Sunna dirigé par ^cAbd Al-Samî^c Al-^cArâbîd

(http://www.gate.net/~sahmad/daralquran/) (arabe, anglais annoncé). La Jami^cat Al-Chubbân Al-Muslimîn (Muslims Youth Society) d'Hébron, également proche de Hamas, est elle aussi en train de mettre en place un site (http://www.shuban.org/) (arabe, anglais) sur lequel on trouvera son périodique *Al-Ichrâqa*. La page personnelle " Struggle in Palestine " d'Um Ahmad (L. M. Hashim) (http://members.aol.com/UmAhmad/index.html), par son contenu et ses nombreux liens, constitue enfin une bonne introduction à l'univers culturel et politique d'une Palestinienne croyante, opposée aux évolutions politiques en cours mais sans affiliation organisationnelle patente.

Pour aller plus loin, l'internaute pourra avoir recours au " Gateway " (http://msanews.mynet.net/gateway/hamas/) alimenté par MSA News vers les diverses pages traitant du mouvement. On y trouvera, en particulier, des liens concernant la question de la présence de Hamas aux Etats-Unis ainsi qu'un certain nombre d'articles sur sa stratégie. Parmi les références consacrées au mouvement sur le web, outre celles mentionnées ici ou dans le chapitre des centres de recherche, citons la récente étude de Muhammad Muslih, "The Foreign Policy of Hamas " (http://www.foreignrelations.org/public/pubs/Muslih.pdf) publiée par le Council on Foreign Relations de New York dans le cadre de son " Muslim Politics Project ".

Émanation de Hamas et officiellement enregistré comme parti politique auprès de l'Autorité palestinienne, le parti Khalâs met en ligne programme politique et communiqués (http://www.khalas.org/) (arabe) ainsi que son hebdomadaire déjà cité Al-Risâla mais a suspendu l'alimentation de son site en mars 1999.

Autre composante historique de la mouvance islamiste palestinienne, le Jihad islamique ne possède pas de site propre. On trouvera néanmoins plusieurs livraisons plus ou moins récentes d'Al-Islâm wa Filâstîn (http://www.islam-palestine.org) (arabe), un périodique publié sur une base régulière à la fin des années 1980 qui avait ensuite disparu avant de réémerger. Le site, encore en construction mais indisponible en avril 2000, annonce un développement prochain. Depuis avril 1999, l'hebdomadaire officieux du mouvement publié à Gaza, Al-Istiqlâl, est également accessible en ligne (http://www.alesteqlal.com/) (arabe) et archivé. Dans ce domaine du Jihad, MSA News entretient un " Gateway ' s'intéressant au WISE (World and Islam Studies Enterprise) (http://msanews.mynet.net/~msanews/gateway/wise), ce centre de recherche lié à l'université de Tampa (Floride) dont le fondateur, Ramadân Challah, a succédé à Fathî Chqâqî à la tête du mouvement à Damas. Le MSA ScholarsBase donne également les liens avec la production de Basheer Nafi (http://msanews.mynet.net/Scholars/Nafi/) qui, après avoir fréquenté le mouvement lors de sa création s'est imposé dans le domaine de la recherche historique concernant le nationalisme palestinien et l'islam durant la première moitié du XX^e siècle. Palestinien d'origine, Abd Allâh Azzâm fut l'une des grandes figures du jihad en Afghanistan où il fut assassiné pour avoir aidé, selon certains, à la préparation d'un attentat projeté par le Mouvement du jihad islamique en Palestine contre Itzhak Shamir, Premier ministre d'Israël à l'époque. Certains de ses textes, sa biographie et des informations diverses sur le jihad de par le monde sont disponibles (anglais, arabe) sur le site des Azzam Publications (http://azzam.com/) de Londres. De l'information sur les " martyrs " palestiniens (et autres) en Afghanistan est également disponible sur le site " Qawâfil Al-Chuhâdâ " (Cortèges de martyrs) (http://www.shuhadaa.com/) (arabe).

Parti de Palestine dans les années 1950, le Parti de la Libération islamique (*Hizb Al-Tahrîr Al-Islâmî*) a d'abord essaimé dans le monde arabe avant de se répandre maintenant dans l'émigration, en Grande-Bretagne principalement (avec le mouvement des *Muhâjirûn*). Après s'être éloigné de la politique en Palestine, il revient dorénavant dans l'opposition à Oslo. Outre les publications fondatrices du groupe, son site officiel (http://www.hizb-ut-tahrir.org/) (anglais et arabe) offre un grand nombre de communiqués (archivés depuis 1997) dont certains portent sur la Palestine et le conflit israélo-arabe. A Bir Zeit, ses partisans ont fondé un bloc étudiant (*Kutlat Al-Wa^cî*) qui dispose d'une page (http://www.birzeit.edu/scouncil/wb/) (anglais et arabe) sur le site de l'université où l'on trouvera, outre des communiqués du groupe, les textes de conférences ainsi que son périodique, *Nidâ' Al-Tahrîr*. Le prêche prononcé chaque par des membres du PLI à la mosquée Al-Aqsa peut être écouté sur un site propre (http://www.al-aqsa.org/) qui offre également sa transcription en arabe et une traduction anglaise (archivée depuis avril 1998) ainsi qu'un florilège de conférences enregistrées.

La presse islamiste régionale, d'Israël comme de Jordanie, enfin, est également riche d'informations sur la mouvance palestinienne. Déjà cité, l'hebdomadaire jordanien du Front d'Action Islamique (bras politique des Frères musulmans), Al-Sabîl (http://www.assabeel.com/) (arabe), outre une rubrique régulière (" Filastîniyyât ") consacre souvent sa une à la Palestine. Ses quatre derniers numéros sont accessibles en ligne. Les hebdomadaires Sawt Al-Haqq wa Al-Hurriya (http://www.sautelhaqe-walhoria.com/) (arabe, quatre numéros les plus récents accessibles) et Al-Mîthâq (http://www.sofnet.co.il/almithaq/) (arabe) offrent quant à eux la perspective palestinienne d'Israël.

Les organisations nongouvernementales

Les ONG palestiniennes ou internationales intervenant en Palestine sont de plus en plus nombreuses à s'ouvrir sur le web et il serait impossible de toutes les citer ici. L'UNSCO (United Nations, Office of the Special Coordinator in the Occupied Territories) (http://www.arts.mcgill.ca/mepp /unsco/unfront.html), hébergé par l'université McGill, a réalisé à ce jour les annuaires les plus exhaustifs de ces structures avec ses *Directory of Non-Governmental Organizations in Donor Countries Assisting the Palestinian People in the West Bank and Gaza Strip, Directory of Non-Governmental Organizations in the Gaza Strip et Directory of Non-Governmental Organizations in the West Bank.* Un annuaire des ONG internationales et locales impliquées dans la " question de Palestine " est également tenu à jour par la Division of Palestinian Rights des Nations unies (http://domino.un.org/ngoweb.nsf/). On y retrouve une partie des ONG figurant dans le Directory of Muslim Relief Organizations des Etats-Unis opérant dans le monde, la Palestine tenant une place importante dans cet annuaire hébergé par la MSA (http://www.msa-natl.org/resources/).

Placée en situation de concurrence et de complémentarité avec l'Autorité, un certain nombre d'ONG palestiniennes, situées pour la plupart dans l'orbe des ex-communistes, ont fondé un PNGO (Palestinian Non-Governmental Organizations Network in the West Bank and Gaza Strip) (http://www.pngo-project.org/) dont le site offre à la fois un annuaire et les éléments de réflexion sur leurs relations avec l'Autorité.

Santé

Dans le domaine sanitaire, une visite au site de l'UPMRC (Union of Palestinian Medical Relief Committees) (Ramallah) (http://www.upmrc.org/) s'impose. Fondé en 1979 par des médecins proches du Parti communiste, les " Medical Relief " ont su tisser sur l'ensemble des territoires occupés un réseau serré de dispensaires visant tout à la fois les soins et la prévention. Leur site abrite d'importantes archives, *Newsletter* mensuelle (depuis 1996), rapports annuels, communiqués de presse, etc., mais leurs études sur la situation d'ensemble des questions de santé ne sont malheureusement pas accessibles en ligne. De même tendance politique et également présidé par Mustafa Barghouti, le HDIP (The Health, Development, Information and Policy Institute) (Ramallah) (http://www.hdip.org/) alimente un site extrêmement précieux doté d'un accès en ligne à son *Health Research in Palestine: An Annotated Bibliography* (4^e édition) qui compte près de 500 entrées. Les pages du CEOHS (Center for Environmental and Occupational Health Sciences) (http://www.birzeit.edu/ceohs) et du DPCH (Department of Public and Community Health) (http://www.birzeit.edu/chd) de Bir Zeit pourront utilement compléter l'information comme celles du PCH (Palestine Council of Health) (http://users.palnet.com/~fadi2/), réseau de vingt-trois ONG.

Agriculture

Dans le domaine de l'agriculture et du développement, les PARC (Palestine Agricultural Relief Committees) (http://www.pal-arc.org/), fondés par la mouvance communiste dès 1983 en Cisjordanie et 1988 à Gaza, figurent parmi les acteurs les plus efficaces mais leur site est pour le moment inaccessible. Créé en 1989 pour réduire la dépendance palestinienne vis-à-vis d'Israël, le Ma'an Development Centre (http://www.maan-ctr.org/) (Ramallah et Gaza) s'est également intéressé à l'agriculture mais son site ne livre pas encore d'études en ligne. Le site du Middle East Regional Vetenary System (http://www.move-in.org/PA/), en revanche, créé dans le cadre des négociations multilatérales ouvre son *Disease Report* mensuel et s'intéresse à toutes les questions liées au bétail.

Education

Dans le domaine de l'éducation, le meilleur point de départ vers les différents sites est celui de PLANET (Palestinian Academic Network) (http://www.planet.edu), géré par l'université Al-Quds de Jérusalem. Le site en tant que tel en revanche n'offre guère pour le moment de ressources propres si ce n'est un chat. Parmi les sites des universités palestiniennes, toutes présentes sur le web, seul celui de Bir Zeit (http://www.birzeit.edu) témoigne d'une richesse documentaire exceptionnelle, tant sur le domaine de l'université que sur celui de la Palestine tout entière. Les autres universités, Al-Azhar University de Gaza (http://www.alazhar-gaza.edu) (anglais et certaines pages en arabe), Al-Najah National University de Naplouse (http://www.najah.edu) (anglais et français, arabe et espagnol annoncés), Al-Quds Open University de Jérusalem (http://www.alquds.edu), Arab American University-Jenin (http://www.alquds.edu), Bethlehem University (http://www.bethlehem.edu) (anglais et français), Hebron University (http://www.bethlehem.edu) (anglais et français), Hebron University (http://www.bethlehem.edu)) (anglais et français), Nebron University (http://www.bethlehem.edu)) (anglais et arabe) et Palestine Polytechnic Institute d'Hébron (http://www.ppi.edu), n'offrent en ligne, la plupart du temps, qu'un dépliant plus ou moins détaillé de leur histoire et de l'organigramme de leurs facultés, seules Najah (sur l'histoire de la Palestine) et Bethléem (sur la ville de Bethléem) commencent à étoffer leur site. Des informations complémentaires pourront être trouvées sur le site du PENNGOCC (Palestinian Educational Network Coor

Culture

Dans le domaine de la culture, le site du Khalil Sakakini Cultural Centre (Ramallah) (http://www.sakakini.org/) (anglais, italien, espagnol) offre les liens les plus nombreux vers les institutions et artistes (arts plastique, littérature, etc.) palestiniens qui peuvent être complétés par les liens (arabes) de Palseek (http://www.palseek.com/culture.htm).

Femmes

Concernant les femmes, le site du WATC (Women's Affairs Technical Committee Palestine) (http://www.pal-watc.org/), coalition d'organisations, d'associations et d'individualités de tout bord politique fondée en 1992, constitue un bon point de départ grâce à ses annuaires et à ses liens. Ceux-ci pourront être recoupés avec ceux de NISAA ("les femmes "), un projet régional (Moyen-Orient) du AISHA (Arab Women's Forum) coordonné par le WCLAC (The Women's Center for Legal Aid and Counselling) (Jerusalem) (http://www.nisaa.org/palest-e.htm). Lancé en 1995 par le Gaza Community Mental Health Programme (GCMHP) (voir infra), le Women's Empowerment Programme (WEP) qui " offre soins et conseils aux femmes victimes de la violence politique " possède une page hébergée par la Novartis Foundation for Sustainable Development (NFSD) (http://www.foundation.novartis.com/gaza_women_empowerment.htm). Le Directorate of Gender Planning and Development du MOPIC (Ministry of Planning and International Cooperation) palestinien (http://planning.pna.net/gender/index.htm) alimente également son site de rapports, articles et liens sur toutes les questions du " genre ".

Législatif et judiciaire

Dans le domaine législatif et judiciaire, le Centre de droit de l'université de Bir Zeit (http://lawcenter.birzeit.edu/law97/) travaille à l'établissement d'un gigantesque Database contenant l'ensemble des lois adoptées ou édictées en Palestine depuis l'époque ottomane par les diverses autorités mais n'offre pas d'accès en ligne. En l'absence (depuis 1999) du site du Conseil législatif (http://www.pal-plc.org/), l'internaute en quête des lois en cours de discussion ou adoptées aura recours soit à LAW (http://www.lawsociety.org/LawsT/Index.html) une organisation de défense des droits de l'homme mentionnée plus bas, soit au JMCC (http://www.jmcc.org/) déjà cité. Le texte de certaines lois et leur critique se trouvent également sur le site du PCHR (http://www.pchrgaza.com/), une autre organisation de défense des droits de la personne située à Gaza et citée plus bas, comme sur celui du PNGO (http://www.pngo-project.org/). Faute d'appareil judiciaire

respecté durant les trente ans d'occupation, la tradition de la *sulha*, système de médiation entre familles, avait été réactivée. L'expérience en la matière menée par le Wi'am Center (Palestinian Conflict Resolution Center) (Bethléem) (http://www.planet.edu/~alaslah/) sous la houlette de Zoughbi Zoughbi constitue une référence intéressante comme celle du PCRCD (The Palestinian Center for Resolving Community Disputes) de Gaza (http://users.palnet.com/~pchrcd/).

Droits de l'homme et construction démocratique

Publié dans le *MESA Bulletin*, vol. 31, juillet 1997, le "Middle East and North Africa Human Rights Activism in Cyberspace " de Nancy Gallagher (http://w3fp.arizona.edu/mesassoc/Bulletin/gallegh.htm) demeure une introduction utile sur la question des droits de l'homme en Afrique du Nord et au Moyen-Orient. On trouvera également un certain nombre de liens commentés sur le site de Baraka, "The Palestinian NGO Network " (http://www.baraka.org/).

Les rapports périodiques sur la situation des droits de l'homme en Israël et dans les territoires autonomes sont nombreux. L'internaute aura le choix entre celui du Human Rights Watch (http://www.hrw.org/) (anglais, arabe), celui d'Amnistie Internationale (section canadienne francophone) (http://www.amnistie.qc.ca/) (français), celui du Département d'État américain (http://www.amnistie.qc.ca/) (français), celui du Département d'État américain (http://www.amnistie.qc.ca/) (français), celui du Département d'État américain (http://www.amnistie.qc.ca/) (français), celui du Département d'État américain (http://www.amnistie.qc.ca/) (français), celui du Département d'État américain (http://www.intc.org/). Un " Palestine Monitor " est par ailleurs alimenté sur le site de l'Arab Human Rights Netcenter (http://www.arabrights.org/palestine/palmntr.html) à partir des données de diverses organisations palestiniennes ou internationales.

Depuis de très longues années, confrontés d'abord à l'occupation israélienne puis aux politiques autoritaires de l'Autorité naissante les Palestiniens ont développé des organisations de défense des droits de la personne. La quasi-totalité d'entre elles disposent maintenant d'un site. En Cisjordanie, ces organisations souvent proches d'organisations politiques sont légion. Créée par Yasser Arafat lui-même en 1994 comme *ombudsman* de la nouvelle Autorité, la PICCR (Palestinian Independent Commission for Citizen's Rights) (Ramallah) (http://msanews.mynet.net/gateway/piccr/ et http://www.piccr.org/) est aussi et surtout chargée de travailler à intégrer les droits de l'homme dans la législation palestinienne. Après avoir été présidée par Eyad Al-Sarraj et Hanan Ashrawi, le PICCR travaille maintenant sous l'autorité de Haidar Abdul-Shafi mais son influence sur l'Autorité demeure limitée. Son site demeure relativement pauvre. Quelques communiqués y sont néanmoins accessibles ainsi que son dernier rapport annuel (anglais et arabe).

Beaucoup plus riches et diversifiés selon les préoccupations fondamentales de leur association parente, les autres sites méritent d'avantage la visite. Ancêtre de ces associations, puisque créée dès 1979 par un groupe d'avocats animé par Raja Shehadeh, Al-Haq (Ramallah) (http://www.alhaq.org/) anime un site sur lequel l'international se voit donner la priorité. On y trouvera un ensemble très riche de traités, résolutions, etc., concernant les droits de l'homme, la Palestine, etc. Concernant la production propre au centre, on ne trouvera que la liste des titres et certains résumés, à l'exception de quelques livraisons in extenso de son Human Rights Issues et le dernier numéro seulement de sa Newsletter trimestrielle (mais jamais mis à jour depuis 1998).

LAW (Land and Water Establishment for Studies and Legal Services devenu The Palestinian Society for the Protection of Human Rights and the Environment tout en conservant le sigle antérieur) (Jérusalem) (http://www.lawsociety.org/) bénéficie d'un site remarquable. Fondé en 1990 à l'initiative de Khadr Sheqirat par un groupe d'avocats palestiniens décidés à promouvoir les droits de l'homme et la défense du règne de la loi, et réputé proche du Parti du Peuple palestinien (ex-communiste), LAW met en ligne la totalité de ses rapports (depuis 1992) consacrés aux questions de défense des droits de l'homme face aux autorités israéliennes mais aujourd'hui surtout palestiniennes, l'association s'intéressant également aux questions d'environnement.

Plus récent puisque fondé en 1996 seulement par Bassem Eid, déjà engagé au sein de l'organisation israélienne B'tselem dont il sera question plus bas, le PHRMG (Palestinian Human Rights Monitoring Group) (Jérusalem) (http://www.phrmg.org/) (anglais, arabe annoncé) a voulu réagir à une certaine "tolérance "dont auraient encore témoigné à l'époque certaines organisations palestiniennes vis-à-vis des violations des droits de l'homme de la part de la nouvelle Autorité. L'organisation affiche ainsi sa détermination selon laquelle la construction d'une société démocratique ne pourra s'accomplir qu'avec la détermination du peuple et non par les gouvernants. Son site demeure encore bien pauvre mais offre un intéressant rapport de Gerald Simpson, Detainee's Denied Justice. The Palestinian Authority's Contemps for its Judiciary. L'internaute trouvera sur l'ancienne adresse du site (http://www.lebnet.com/phrmg/) les archives (1997) de son Palestine Human Rights Monitor disparues de sa nouvelle adresse.

Créé récemment à l'initiative de Hanan Ashrawi, " Miftah " (The Palestinian Initiative for the Promotion of Global Dialogue and Democracy) (http://www.miftah.org/) (anglais, arabe) veut travailler à un " consensus-building in Palestine and the formulation of a collective vision with like-minded individuals and institutions of civil society ". Le site abrite des documents historiques, des " fact sheets " ainsi que de nombreux textes de l'ancienne porte-parole de la délégation palestinienne à Washington. Obéissant à des préoccupations comparables, le Palestinian Center for the Study of Democracy (http://www.muwatin.org/) avait été fondé en 1992 à Ramallah mais son site n'offre aucune de ses productions en ligne.

A Gaza, deux personnalités réputées proches du FPLP dominent traditionnellement la scène de la défense des droits de l'homme. D'abord animateur du Center for Rights and Law d'où il a été démis pour avoir dénoncé la création par Yasser Arafat d'une Cour de sûreté de l'Etat, l'avocat Raji Sourani a été à l'origine, en 1995, du PCHR (Palestinian Center for Human Rights) (http://www.pchrgaza.com/) (anglais, arabe) qui alimente un très riche site où l'ensemble de ses rapports et études portant sur les droits de l'homme mais également la construction de la démocratie en Palestine sont accessibles en ligne. Des études juridiques critiques des lois en discussion au Conseil législatif y sont également disponibles. Médecin spécialiste de psychologie, Eyad El-Sarraj est quant à lui à l'origine en 1990 du GCMHP (Gaza Community Mental Health Programme) (http://www.gcmhp.net/main.htm) (anglais, arabe) dont les activités recoupent le traitement des traumatismes nés de la violence de l'occupation, de la prison, de la torture, etc., et la défense des droits de l'homme ainsi que l'exigence de la démocratie. L'ensemble des publications du centre et la bibliographie du docteur Sarraj y sont accessibles en ligne.

Deux associations, situées en Cisjordanie, se sont fait une spécialité de la défense des droits des prisonniers. Fondé dès 1989 à l'initiative d'Ahmad Al-Sayyad pour répondre aux besoins des prisonniers politiques palestiniens en Israël, le Mandela Institute for Political Prisoners (Ramallah) (http://www.mandela.org) a maintenant étendu son champ d'activités aux prisons palestiniennes. Ses interventions sont essentiellement juridiques et médicales (tout particulièrement psychologiques), l'institut s'intéressant également à la réhabilitation des anciens prisonniers. Son site ne fait malheureusement que brièvement présenter ses activités et connaît quelques éclipses périodiques. Réputée proche du FPLP, Addameer (Al-Damîr, " la conscience ") Prisoners' Support Association (Jérusalem et Ramallah) (http://www.addameer.org) a quant à elle été fondée en 1992 par un groupe d'anciens prisonniers politiques sous la direction d'Abdel Latif Gheit. Son site est riche de documents sur la situation des prisonniers politiques dans les geôles israéliennes et palestiniennes.

En quête de témoignages " de l'intérieur " des centres de détention, l'internaute aura tout intérêt à se rendre sur le " Free Ahmad Qatamesh " (http://www.freeqatamesh.org/), du nom du premier ancien prisonnier politique palestinien doté d'une page personnelle sur le web. Réputé proche du FPLP, Ahmad Qatamesh offre en ligne une anthologie de ses écrits de prison ainsi que des liens sur le dossier des " détentions administratives ", pratique couramment utilisée par les Israéliens et maintenant par l'Autorité palestinienne pour arrêter toute personne et la maintenir en prison sans inculpation ni jugement. D'autres informations sur les prisonniers palestiniens pourront également être trouvées sur le site de l'IPCRI (http://www.ipcri.org/). Des listes de prisonniers, la reproduction de communiqués publiés depuis les centres de détention et de l'information sur les mouvements de revendication des prisonniers figurent périodiquement dans le mensuel proche de Hamas, Filastîn Al-Muslima, (http://www.fm-m.com/) (arabe) comme dans le trimestriel Sawt Al-Asîr (La voix du détenu) (http://www.alaseer.org/) (arabe, archives depuis février 1999) diffusé depuis Saint Paul (Minnesota) par l'association Filasteen déjà citée.

Dans le domaine des libertés académiques, le HRAP (Human Rights Action Project) de Bir Zeit (http://www.birzeit.edu/hrap/) est chargé, depuis 1977, de suivre le cas de chaque étudiant, enseignant ou employé de l'université victime de mesures de répression. Le site offre l'accès aux archives de son *Human Rights Record* (depuis 1994, anglais).

Entre le syndicalisme, la défense des droits de l'homme et la construction d'une société démocratique, le DWRC (Democracy and Workers Rights Center) (Ramallah) donne pour le moment un simple aperçu de ses objectifs (http://www.dwrc.org/).

Toutes ces informations pourront encore être complétées par d'autres sites comme ceux cités dans le chapitre concernant les réfugiés ou Jérusalem (droit de résidence, destruction de maisons). Concernant les pratiques d'apartheid juridique mises en œuvre par Israël, on pourra se rendre sur le site de la Society of St Yves du Patriarcat latin de Jérusalem (http://www.saint-yves.org/) référencé ci-dessous. D'autres adresses encore pourront être trouvées sur le site du PRP (Palestinian Rights Programme) (http://www.palestinian-rights.org/) lancé en 1998 par le Foreign and Commonwealth Office pour favoriser en Palestine la construction d'une société démocratique.

Hors Palestine, un groupe de Palestiniens vient récemment d'ouvrir le site "Hanthala Palestine "(http://home.wxs.nl/-fasse008/hanthala.html) se donnant ainsi le nom du garçon le dos tourné et les bras croisés dessiné par le caricaturiste Naji Ali assassiné en 1987, garçon devenu le symbole de la lutte palestinienne. On y trouve de très riches "Fact Sheets", informations et liens sur l'ensemble des domaines où les droits des Palestiniens sont concernés (réfugiés, Jérusalem, colonies, eau, prisonniers, démolitions de maisons, confiscations de terres, etc.) ainsi que de la poésie et les archives de son forum de discussion. A titre d'archives maintenant pour la période 1994-1996, on pourra également se reporter aux Palestine Human Rights Updates de l'IAP (Islamic Association for Palestine) (http://www.iap.org/news/HR/index.html).

Nombreuses sont également les associations israéliennes s'intéressant d'une façon ou d'une autre aux droits de l'homme et à leur violation par Israël dans la confrontation avec les Palestiniens. Entièrement dévolu à cette défense, B'Tselem (Israeli Center for Human Rights in the Occupied Territories) (Jérusalem) (http://www.btselem.org) a été fondé en 1989 en plein intifada par des membres de la Knesset et des figures publiques israéliennes. Il est aujourd'hui présidé par Meron Benvenisti, ancien adjoint au maire de Jérusalem. Son site est sans doute le plus exhaustif sur les pratiques israéliennes avec l'archivage de la quasi-totalité de ses rapports publiés depuis 1989. Ses informations pourront être complétées par celles offertes par l'AIC (Alternative Information Center) (Jérusalem) (http://www.alternativenews.org/) déjà cité.

Les chrétiens

Administré par le révérend Labib Kobti, responsable de l'Arab American Roman Catholic Community (Pomona, Californie), "Al-Bushra " (http://www.al-bushra.org/) s'impose comme le site-pivôt de toute recherche concernant non seulement les églises unies à Rome, dont il héberge bon nombre de pages, mais également les églises orthodoxes de "Terre sainte ". Le site, parfois un peu touffu, offre dans sept langues (arabe, anglais, allemand, néerlandais, français, espagnol et italien) de l'information sur le passé et le présent des communautés et des Eglises. Le "Franciscan Cyberspot " (http://www.christusrex.org/www1/ofm/melita.html), administré par les franciscains de Malte et de Terre sainte, le complète en hébergeant des pages comme celles de la Custodie de Terre sainte ou encore du Christian Information Centre. On y trouve le bimestriel multilingue La Terre sainte.

Fondée à l'initiative des franciscains et d'églises palestiniennes, The Holy Land Foundation (Washington, DC) (http://www.geocities.com/CapitolHill/4993/holyland/holyland.html) s'est donné pour but d'informer sur la situation des chrétiens palestiniens toujours plus minoritaires. Concernant la polémique lancée ces dernières années par le gouvernement israélien sur de supposées persécutions anti-chrétiennes menées par l'Autorité palestinienne, on pourra se reporter au site du PHRMG (Palestinian Human Rights Monitoring Group) de Jérusalem qui met en ligne son rapport "For the Record: The "Persecution" of Christians under the PNA " (http://www.phrmg.org/english/feb98/index1.htm) publié dans son The Palestine Human Rights Monitor, 2/2, février 1998. Un rapport équivalent sur la situation des chrétiens en Palestine autonome a été

mené par une autre organisation palestinienne de défense des droits de l'homme déjà référencée, LAW, sous le titre "The Myth of Christian Persecution by the Palestinian Authority "(www.lawsociety.org/reports/1998/crz.html).

Parmi les centaines de sites liés à la " Terre sainte ", on signalera l'expérience particulière d'Al-Sabeel (http://www.sabeel.org/), centre œcuménique de théologie palestinienne de la libération menant toute une réflexion sur l'enracinement palestinien de la foi chrétienne. Plus traditionnel, The Bethlehem Bible College (http://www.bethlehembiblecollege.edu), fondé à Bethléem en 1979, forme une quarantaine d'étudiants palestiniens aux matières bibliques. Fondée en 1991 par le Patriarcat latin de Jérusalem à l'initiative d'une avocate originaire d'Afrique du Sud, Lynda Brayer, la Society of St Yves (Catholic Legal Resource Center for Human Rights in Palestine and Israel) (http://www.saint-yves.org/) s'attache à fournir de l'aide juridique " au pauvre et à l'opprimé ", dénonçant l'apartheid à l'israélienne.

A l'extérieur, certaines églises se mobilisent en faveur du processus du paix. Aux Etats-unis, par exemple, une quinzaine d'entre elles, réformées pour la plupart, ont ainsi formé un Churches for Middle East Peace (http://www.cmep.org/). D'autres chrétiens, mobilisés au sein des Christian Peacemaker Teams depuis Chicago (http://www.prairienet.org/cpt/), tentent à Hébron d'apaiser les tensions entre Palestiniens et colons et mettent en ligne photos et rapports. A l'opposé de l'échiquier politique, de plus en plus impliqués dans les soutiens mobilisés par la droite israélienne aux Etats-Unis, les chrétiens sionistes de l'International Christian Embassy bénéficient d'un site propre (http://www.icej.org.il/) et de celui de leurs " amis " au Canada (http://www.cdn-friends-icej.ca/). Le MECHRIC (Middle East Christian Committee) (www.cmep.com/wlo/), hébergé par le CMEP (Conference for Middle East Peace) animé par Jim Saxton, l'une des principales figures du lobby pro-israélien à la Chambre américaine des représentants, s'affiche comme une " coalition de quatre organisations ethniques représentant les coptes, les assyriens, les chrétiens libanais et les sud-Soudanais " prend également périodiquement des positions sur la Palestine et ses chrétiens.

Les Palestiniens de la diaspora

Outre les sites mentionnés plus haut créés par les Palestiniens de la diaspora rassemblés autour de leur ville ou village d'origine en Palestine, ceux-ci ont ouvert des sites sur une base " nationale " selon le pays d'accueil.

Aux États-Unis, les organisations arabes américaines sont nombreuses et bon nombre sont référencés sur le " Leb.net " (http://www.leb.net/). En lien avec elles mais spécifiquement palestinien, le Palestinian American Congress (Washington) (http://www.palpac.org/) a été fondé en 1995 sous la présidence, à l'époque, de Ray Hanania et possède des " chapters " dans une vingtaine de villes. Il se définit comme " a political organization and its goal is to organize Palestinian Americans and empower them in the American political and social system ". Son soutien va à l'OLP " unique représentant légitime du peuple palestinien ". Ses activités sont celles de tout lobby aux États-Unis. Son chapitre de Chicago, par exemple, anime un PAIAN (Palestinian American Internet Action Network) (http://www.hanania.com/paian.htm) offrant une longue liste d'adresses e-mail prêtes à l'emploi pour d'éventuelles pétitions. Toujours aux États-Unis, l'ACJ (American Committee of Jerusalem) (Washington) (http://www.acj.org/) a été récemment créé par d'éminentes personnalités palestiniennes comme Walid Khalidi, Clovis Maksoud, Edward Said et autres avec pour objectif de défendre une position commune aux Arabes américains sur la question de Jérusalem. Une autre association récente, le CPRR (Council for Palestinian Restitution and Repatriation) (http://rightofreturn.org/) (Washington) rassemble également d'éminentes personnalités de la diaspora ou de Palestine même et vise à mobiliser autour de la mise en œuvre de la résolution 194 des Nations-Unies. Toujours aux Etats-Unis, les islamistes se mobilisent également et fondent des associations présentées plus bas dans le chapitre consacré aux forces islamiques.

En Australie fonctionne un CAP (Council of Australian Palestinians) (Mohamed Odah, Yagoona) (http://www.progsoc.uts.edu.au/~cap). Au Canada, un Palestine House Educational and Cultural Center (http://www.globedirect.com/~royal/house/) a été établi en 1992 par l'Arab Palestine Association, la Canada Palestine Association et le United Holy Land Fund of Canada.

Fondées par ou autour de grandes familles palestiniennes, plusieurs ONG se sont donné pour objectif de drainer des investissements massifs en Palestine, comme la A-M Qattan Foundation (http://www.qattanfoundation.org/) (Londres et Ramallah) (anglais, arabe) ou la Welfare Association (http://www.arabworld.com/welfare/) (Genève).

Nombreux sont également les Palestiniens qui, à titre individuel ou familial, sont présents sur le web, devenu le nouvel instrument permettant de tenter de répondre aux problèmes d'éloignement inhérents à toute diaspora. Les annuaires de ces sites ont déjà été signalés. Emblématique de cette utilisation, le " Virtual Home of the Anabtawi Family of Nablus, Palestine " (http://www.sn.no/~gha) mêle avec adresse la modernité électronique et les préoccupations traditionnelles de généalogie arabe et d'histoires locales et familiales.

La diplomatie internationale

Les Etats

Palestine

L'ensemble des documents de référence de l'actuelle négociation sont disponibles sur de multiples adresses, tant sur le site officiel de l'Autorité (http://www.pna.net/peace) que sur celui de Miftah, l'organisation animée par Hanan Ashrawi (http://www.miftah.org/Documents/) ou encore celui du PIC proche de Hamas (http://www.alquds.org/palestine/peace/index.html). Le département des Affaires de la négociation a pour le moment retiré toutes ses (pauvres) pages du web (http://www.pna.org/nad/).

Israël

Le gouvernement israélien possède de longue date des sites comme ceux du Premier ministre (http://www.gpo.gov.il/) et du ministère des Affaires étrangères (http://www.mfa.gov.il/mfa/home.asp) qui constituent d'excellentes portes d'entrée. L'ensemble des documents officiels relevant de l'actuel " processus de paix " comme les communiqués des différentes autorités le concernant y sont ainsi intégralement archivés. Les textes les plus récents sont à consulter sous l'adresse http://www.mfa.gov.il/mfa/go.asp?MFAH0egs0 à côté d'innombrables documents historiques transformant les archives (http://www.mfa.gov.il/mfa/go.asp?MFAH0dfs0) du ministère des Affaires étrangères en une richissime banque de données sur les relations internationales de l'Etat hébreu et même du *Yichouv* qui l'a précédé (son accès est malheureusement souvent encombré et le vieux *gopher* toujours accessible, gopher://israel-info.gov.il:70/11/, n'est plus alimenté). Intégré à l'université Ben Gurion du Néguev, le Chaim Herzog Center for Middle East Studies and Diplomacy (http://www.bgu.ac.il/chcenter/) met également en ligne de très nombreuses archives historiques sur la Palestine mandataire, Israël et ses voisins.

Etats-Unis

"The US Government Related Sources" (http://jinx.umsl.edu/services/library/virtual/govdocs.html) constitue l'une des pages d'aiguillage les plus efficaces vers les très nombreux sites officiels des États-Unis. Pour l'internaute pressé de disposer des principaux documents concernant la question palestinienne et le "processus de paix ", deux sites s'imposent. Le US State Department-Bureau of Near Eastern Affairs (http://www.state.gov/www/regions/nea/index.html ethttp://www.state.gov/www/regions/nea/index.html ethttp://www.state.gov/www/current/middle_east/ishome.html) recense les principales déclarations du secrétaire d'État et de ses assistants mais également du président. Il offre aussi des liens avec les notes établies pays par pays, tant de background que d'avertissement sur les menaces pesant sur les citoyens américains. L'USIS (United States Information Service)-Israel (http://www.usis-israel.org.il/publish/peace/peace1.htm) recense également toutes ces déclarations et offre en ligne un choix important de documents de référence dans le cadre de pages regroupées sous la rubrique " The United States and the Search for Peace in the Middle East ". Le chercheur en quête d'autres documents encore pourra se reporter aux archives du Département d'État géré par le DOSFAN (Department of State-Foreign Affairs Network) (gopher://dosfan.lib.uic.edu./1), fruit d'une association entre le State Department's Bureau of Public Affairs et the University of Illinois at Chicago. Les documents du législatif sont quant à eux disponibles à travers la banque de données Thomas (http://thomas.loc.gov/). En français, on trouvera un certain nombre de documents américains sur le site de l'American Embassy Paris (http://www.amb-usa.fr/pagefr.htm).

Pour les internautes en quête d'analyses sur la politique américaine au Moyen-Orient, le BESA (Begin-Sadat Center for Strategic Studies) de l'université Bar-Ilan de Ramat Gan (Israël), déjà cité, dispose d'un riche *US Middle East Policy Database* (http://www.biu.ac.il/SOC/policy/meria.html) alimenté depuis 1980 par Barry Rubin.

France, Union européenne et autres

Si les sites de l'Union européenne (http://europa.eu.int/index-fr.htm) (multilingue) et du ministère français des Affaires étrangères (http://www.france.diplomatie.fr/) offrent en ligne d'importantes archives dotées de moteurs de recherche, celui du Foreign and Commonwealth Office britannique (http://fco.gov.uk/news/keythemehome.asp?13) a l'avantage d'offrir un dossier propre consacré au "processus de paix ", une rubrique naguère tenue puis supprimée sur le site de son homologue français. Une section équivalente est alimentée sur le site du ministère canadien des Affaires étrangères et du Commerce international (http://www.dfait-maeci.gc.ca/peaceprocess/menu-e.asp) (anglais, français). Le bureau de représentation de l'Union européenne en Palestine vient d'ouvrir un site (http://www.eudel-wbgaza.org/).

Nations unies

La page du UNDPA (United Nations, Department of Political Affairs) consacrée à la question de Palestine (http://www.un.org/Depts/dpa/qpal/) constitue sans doute le meilleur point de départ vers les sites et pages consacrés au domaine par les diverses agences et structures de l'organisation internationale. Le moteur de recherche mis en place par le UNISPAL (United Nations Information System on the Question of Palestine) (http://domino.un.org/UNISPAI.NSF?OpenDatabase) permet quant à lui d'exploiter la gigantesque banque de données que constituent les documents de l'ONU (et de la Société des Nations son prédécesseur). Le site de l'UNSCO (United Nations, Office of the Special Coordinator in the Occupied Territories) (http://www.arts.mcgill.ca/mepp/unsco/unfront.html), enfin, hébergé par l'université McGill, outre ses très appréciables annuaires déjà mentionnés, offre plusieurs études économiques dont un Report on Economic and Social Conditions in the West Bank and Gaza Strip périodique.

Les partis et groupes de pression

Israël

Plusieurs partis politiques israéliens entretiennent des sites sur le web, parfois dotés de pages en anglais (voir les annuaires déjà cités). En quête du " camp de la paix ", l'internaute se rendra en priorité sur le site d'Ariga (http://www.ariga.com/), fondé par Robert Rosenberg, qui constitue un excellent point de départ par ses liens indexés et ses informations périodiques.

Un certain nombre de ces associations israéliennes consacrent quasi exclusivement leur site à la présentation de leurs activités. Fondé par Uri Avnery en 1992 pour défendre la reconnaissance de l'OLP par Israël, Gush Shalom (http://www.gush-shalom.org/) offre ainsi des pages sur lesquelles, outre l'information sur ses projets, on trouvera un grand choix de textes rédigés par ce militant de la paix de la première heure. Publié par l'ICIPP (Israeli Council for Israeli-Palestinian Peace), le bimensuel *The Other Israel* (http://members.tripod.com/~other_Israel/ICIPP.html) (anglais, numéro en cours accessible) est lui aussi plutôt centré sur les activités du " camp de la paix " en Israël. Bat Shalom (The Jerusalem Women's Action Center) (http://www.batshalom.org/), l'une des associations israéliennes de femmes les plus actives à

Jérusalem, possède un site de présentation de ses activités comme Dor Shalom (Peace Generation) (http://www.dorshalom.org.il) (hébreu, un peu d'anglais), fondé après l'assassinat de Yitzhak Rabin et présidé par son fils.

D'autres associations s'attachent à évaluer l'état de la négociation et à fournir rapports et informations sur la situation des Palestiniens. Animé par Michel Warschawski, l'AIC (Alternative Information Center) de Jérusalem (http://aic.netgate.net/index.html et http://www.alternativenews.org/) met ainsi en ligne ses trois périodiques, son mensuel de réflexion et d'analyse sur les Palestiniens d'Israël et ceux de Cisjordanie-Gaza mais aussi sur Israël, News from Within (anglais, archives de l'intégralité des numéros depuis janvier 1999), son bimensuel The Other Front (anglais, archives complètes depuis mars 1999) consacré aux activités du " camp de la paix ", et son récent hebdomadaire Nathra (" Perspective ", anglais) consacré aux nouvelles de la semaine sur la Palestine. La consultation en ligne des publications sœurs de News from Within, Rouyah Oukhra (arabe) et MeTzad Sheni (hébreu) est annoncée comme imminente. L'AIC vient également de créer un bimensuel Jerusalem Project, revue d'information sur les problèmes de la ville (anglais, archives depuis mai 1999).

L'ODA (Organization of Democratic Action) (Da^c am en arabe) (http://www.odaction.org/challenge/) (Jaffa), une organisation israélienne (groupant des Arabes et des juifs) d'extrême gauche non sioniste, offre pour sa part un florilège d'articles tirés de son bimestriel en anglais Challenge for Peace and Progress (archivés depuis mars 1997), qui informe bien sur les territoires occupés en 1967 comme sur les Arabes d'Israël. On y trouve également sa publication sœur, en arabe, Al-Sabbâr déjà cité.

Le plus ancien des mouvements de cette mouvance, enfin, Peace Now (son site en Israël http://www.peace-now.org est souvent indisponible mais dont le relais aux Etats-Unis , Americans for Peace Now (http://www.peace-now.org), fonctionne régulièrement, informe principalement sur ses activités mais entretient également un intéressant Settlement Watch (voir infra) malheureusement trop peu souvent actualisé.

A l'opposé de l'échiquier politique, bon nombre d'associations, souvent domiciliées aux États-Unis, sont dotées de sites où l'internaute pourra trouver les positions les plus radicales, qu'il s'agisse de l'AlPAC (American-Israel Public Affairs Committee) (http://www.aipac.org), le lobby officiel de la droite israélienne à Washington, ou encore de la ZOA (Zionist Organization of America) (http://www.zoa.org/). Nourris des mêmes " valeurs ", certains sites se consacrent en priorité aux questions de " sécurité " pour en fait défendre la cause du " Grand Israël ". L'IRIS (Information Regarding Israel's Security) (http://www.netaxs.com/~iris/), un organisme à l'identité floue, est emblématique de ce courant. L'intérêt de son site (rarement mis à jour ces derniers mois) réside quasi exclusivement dans ses archives d'articles tirés de la presse principalement israélienne ainsi que dans une collection de cartes visant à démontrer l'extrême vulnérabilité d'Israël justifiant sa politique sécuritaire. L'AFSI (Americans for a Safe Israel) (http://www.covesoft.com/afsi/), le PSI (Professors for a Strong Israel) (http://www.aquanet.co.il/web/psi/) ou encore The Organization of Rabbis for the People of Israel (http://www.virtula.co.il/orgs/ichud/irindex.htm) développent ainsi cette même idéologie. A l'extrême de cet extrême, on signalera le site du Kahane Hai (" Vive Kahana ") (http://www.kahane.org) qui a pris la succession du mouvement Kach interdit, ou encore le site des Women in Green (Women for Israel's Future) (http://www.womeningreen.org/).

Etats-Unis

Plusieurs associations indépendantes des réseaux arabes américains défendent des positions opposées à celles de ces réseaux sionistes. Parmi elles, le CNI (Council for the National Interest) (http://www.cni.mynet.net/index.html) fondé par Paul Findley se bat pour " a balanced US foreign policy in the Middle East, a short-term reduction in U.S. aid for Israel, and recognition of an independent Palestinian state ". Ce lobby tente ainsi de faire pièce aux activités de l'AIPAC déjà cité. Son site abrite en autres documents ses propositions de loi à la Chambre. Dans la même ligne de la défense d'une solution juste aux problèmes de la région, l'AET (American Educational Trust) (Washington), fondée par d'anciens fonctionnaires américains et élus, publie un mensuel, The Washington Report on Middle East Affairs, intégralement accessible sur le web (http://www.washington-report.org/) (archives depuis 1982). Moins centrée sur le lobbying parlementaire et riche d'informations critiques sur les processus politiques en cours au Proche-Orient, le mensuel Salam Review (http://salam.org/) (archivé depuis avril 1997) est publié par le BCOME (The Boston Committee on the Middle East). Ancien responsable du Congrès juif mondial et responsable du COME (Committee on the Middle East) à Washington, Mark Bruzonsky anime pour sa part le MER (" Mid-East Realities ") (http://www.middleeast.org/), sorte de revue de presse commentée, très critique de l'Autorité palestinienne.

Les grands dossiers de la négociation

Les documents de référence des négociations multilatérales issues de la conférence de Madrid se trouvent sur les mêmes sites que ceux déjà signalés à propos des États engagés dans le " processus de paix ". Depuis 1994, l'IGCC (Institute on Global Conflict and Cooperation) de l'université de Californie (http://www-igcc.ucsd.edu/igcc2/memultilat.html) alimente des pages spécialement consacrées aux " Middle East Multilateral Negociations " où l'on pourra trouver un certain nombre de documents, de working papers et de liens sur le sujet.

Les implantations juives

Plusieurs centres de recherche et associations pour la paix se consacrent au suivi de la judaïsation des territoires occupés, dressant un point périodique. Incontournable, le site de la FMEP (Foundation for Middle East Peace) (http://www.fmep.org/) (Washington), animé par Geoffrey Aronson, offre un état bimestriel de la question ainsi qu'un grand nombre de cartes tout à fait uniques. Il s'intéresse aussi de façon plus particulière à l'attitude des États-Unis dans le domaine. On trouvera également sur le site de l'IPS (Institute for Palestine Studies) le rapport (1996) fait pour la série "Final Status Issues Reports " du même Geoffrey Aronson sur " Settlements and Israel-Palestinian Negociations. An Overview " (http://www.ipsjps.org/html/book.html).

Plusieurs sites palestiniens se consacrent par ailleurs à ce même sujet. Celui de ARIJ (Applied Research Institute) de

Bethléem, avec son "Eye on Palestine " (http://www.arij.org/paleye/), offre un état mensuel de la question ainsi qu'un certain nombre de très intéressantes études de cas. Le LRC (Land Research Center) de l'Arab Studies Society de Jérusalem (à l'origine d'Orient House, siège officieux de l'OLP à Jérusalem et présidée par Faysal Husayni), qui opère en collaboration avec ARIJ, commence à alimenter un site (http://www.lrcj.org/) de ses études et rapports.

De façon beaucoup moins régulière, Peace Now, l'organisation de gauche israélienne déjà citée, publie pour sa part un "Settlement Watch" (http://www.peace-now.org/watch1.htm). L'internaute pourra également visiter le site des associations palestiniennes de défense des droits de l'homme ou des réfugiés, LAW, Badil (http://www.badil.org/), etc., ailleurs référencés comme les sites de l'AIC et autres consacrés à la judaïsation de Jérusalem. Concernant l'étude de la colonisation israélienne dans la bande de Gaza, on signalera tout particulièrement le rapport du PCHR (Palestinian Center for Human Rights) de Raji Sourani (Gaza), *A Comprehensive Survey of Israeli Settlements in the Gaza Strip* (http://www.pchrgaza.com/files/SandR/English/Study10/Settlements.htm) entièrement accessible en ligne.

Fruit d'une collaboration entre quatre ONG israéliennes et palestiniennes (The Israeli Committee Against House Demolitions, The Palestinian Land Defense General Committee, The Christian Peacemakers Team et LAW), un " Save the Homes of Palestine " (http://www.net-a.org/hdemol/index.html) offre l'ensemble de la documentation (base légale, bilan périodique, cartes, etc.) concernant la destruction de maisons palestiniennes par Israël.

Les colons eux-mêmes sont très présents sur le web, souvent hébergés par le provider Virtual Jerusalem (http://virtual.co.il /vj/about/fast.html). Leur structure fédérative, le YESHA (Council of Judea Samaria and Gaza) possède un site (http://www.yesha.org/) riche d'informations sur chacune des colonies. En hébreu exclusivement, on pourra également se reporter au site de l'AMANA Settlement Organization (http://www.aman.co.il) et à ses monographies colonie par colonie. La radio pirate Arutz 7 (Arutz Sheva Israel National Radio) (http://www.a7.org), enfin, possède un site intéressant. Porteparole des colons et des religieux ultra-nationalistes depuis les eaux internationales au large de Tel-Aviv elle a été créée en 1988 par Ya'akov Katz et le rabbin Zalman Melamed, doyen de la yeshiva de Beit El, " pour combattre la "pensée négative" et les attitudes "post-sionistes" prévalantes dans les médias de la droite libérale d'Israël ". Le bimestriel Judea Magazine (animé par Yael and Mark Ami-El) (www.virtual.co.il/clients/judea/), dont la collection complète depuis 1993 est accessible en ligne, offre de très riches informations sur le mouvement de colonisation à travers le prisme de colons de Tekoa près de Bethléem.

Les colons d'Hébron possèdent pour leur part un site propre (http://www.virtual.co.il/communities/israel/hebron/ ou http://www.hebron.org.il/) auquel répond un site doté d'un contenu très surprenant, " Palestinians in Hebron " (http://www.hebron.com/), au responsable énigmatique d'un tout aussi énigmatique Hebron Institute for Political and Religious Studies. On citera ici également la présence sur le web des colons du Golan syrien à travers un " Peace with the Golan " (http://www.golan.org.il/) animé par le Golan Residents Committee créé en 1974 pour regrouper les membres du conseil régional du Golan et du conseil municipal de Qazrin.

Concernant la judaïsation de Jérusalem et ses justifications, le site de référence est celui de l'Ateret Cohanim (http://www.virtual.co.il/orgs/orgs/ateret/) (anglais et hébreu), une yeshiva gestionnaire de la majeure partie des maisons occupées dans la vieille ville et dans son environnement immédiat. Un site entièrement consacré à la colonisation du Jabal Abû Ghnaym (Har Homa) entre Jérusalem et Bethléem a également été ouvert par l'un des principaux propriétaires israéliens d'une partie des terres (http://www.harhoma.com/), dénonçant la politique du gouvernement israélien qui l'a dessaisi de la gestion de ses biens. Bir Zeit alimente également une rubrique " Crisis in Abu Ghneim Mountain " (http://www.birzeit.edu/palnews/abughnaim/) qui rassemble un dossier de presse et des liens vers d'autres sites relatifs à la question de Har Homa.

Les réfugiés

Créé à Moscou mais coordonné par le Canada depuis 1992, le "Refugee Working Group " des multilatérales bénéficie d'une page, sur le site du ministère canadien des Affaires étrangères et du Commerce international (http://www.dfait-maeci.gc.ca/peaceprocess/rwg-e.asp). L'IPS (Institute for Palestine Studies) de Washington, pour sa part, offre en ligne deux "Final Status Issues Papers "consacrés au dossier des réfugiés, l'un de Salim Tamari, "Palestinian Refugee Negociations: From Madrid to Oslo II "(http://www.ipsjps.org/html/book2.htm) et l'autre d'Elia Zureik, "Palestinian Refugees and the Peace Process "(http://www.ipsjps.org/html/zureik.htm).

Au-delà de la seule négociation, le site de référence sur la question des réfugiés est le PRRN (" Palestine Refugee ResearchNet ") (http://www.arts.mcgill.ca/MEPP/PRRN/prnew.html) abrité par l'Inter-University Consortium for Arab Studies (Montréal) avec l'aide de l'université McGill et animé par Rex Brynen. Il s'agit là d'une gigantesque bibliothèque en ligne de rapports, bibliographies, working papers, etc. sur la négociation et son contenu. Le site de la FAFO (Institute for Applied Social Science) d'Oslo (http://www.fafo.no/engelsk/) avec son " Refugee Working Group " constitue un excellent complément à celui du PRRN. Créée en 1982 par la fédération norvégienne des syndicats, la FAFO a été chargée par le gouvernement norvégien, l'un des sheperds de la constitution de banques de données dans le " Refugee Working Group ", des tâches pratiques inhérentes à cette responsabilité. Outre de nombreuses études accessibles en ligne in extenso, on trouvera une bibliographie de près de 500 titres sur la question des réfugiés palestiniens. L'IGCC (Institute for Global Conflict and Cooperation) (http://www-igcc.ucsd.edu/igcc/memulti/Refugees.html) de l'université de Californie offre également un certain nombre de documents, de liens et un forum de discussion consacrés à la question des réfugiés palestiniens. Longtemps dotée d'un site indigent, l'UNRWA (United Nations Relief and Works Agency for Palestine Refugees in the Near East), agence des Nations unies en charge des réfugiés palestiniens (http://www.un.org/unrwa/), rattrape maintenant son retard.

En Palestine même, la première tentative de mettre un camp de réfugiés sur le web a été menée en mai 1998 par une journaliste, Muna Hamzeh-Muhaisen, qui a donné la parole aux habitants de son propre camp, Dheisheh près de Bethléem (http://www.geocities.com/CapitolHill/9836/dheisheh/), tout en fournissant de l'information sur l'histoire et la situation du camp. Un second site, toujours consacré à Dheisheh, a été créé un peu plus tard (http://www.dheisheh.acrossborders.org/)

(arabe, anglais) accumulant les informations sur le passé (histoire orale, sources écrites) et les nouvelles les plus récentes. En Israël, citoyens mais réfugiés, les habitants des villages arabes illégaux se sont quant à eux regroupés au sein de l'Association of Forty qui vient d'ouvrir un site (http://www.assoc40.org/). Plusieurs centres de recherche et associations des territoires qui agissent pour la défense du droit des réfugiés ont également ouvert des sites. Ainsi Shaml (The Palestinian Diaspora and Refugee Centre) (Jérusalem) (http://www.shaml.org/) (anglais, arabe) créé en 1994 et animé par Abbas Shiblak s'intéresse aux conditions de vie des réfugiés sur place en Palestine et dans la diaspora ainsi qu'à la défense de leurs droits. Son site (anglais et arabe) offre un très bon fonds documentaire avec l'intégralité de ses " Papers " et de sa Newsletter trimestrielle (archivée depuis sa première livraison en décembre 1995). Badil (Resource Center for Palestinian Residency and Refugee Rights) (Bethléem) (http://www.badil.org/), apparu dès 1992 et dirigé par Ahman et Ingri Jaradat, offre un site (anglais, éléments en français, arabe annoncé) extrêmement riche et régulièrement mis à jour. Ses activités sont centrées sur la défense à la fois des droits des réfugiés et des droits de résidence des Palestiniens à Jérusalem. Son site offre également une intéressante section d'histoire orale en ligne. Son trimestriel, Article 74 (archivé depuis novembre 1991) auquel a succédé en mars 1999 Al-Majdal, est également accessible comme ses rapports. Déjà cité, l'IPCRI (Israel-Palestine Center for Research and Information) (http://www.ipcri.org/) de Jérusalem anime un programme " Towards Final Status: Assessing the Refugee Issue " dans lequel s'insère une très riche " Review of Literature on the Issue of Palestinian Refugees " compilée par Elisa Swift.

On trouvera par ailleurs une présentation des grands projets de coopération avec les réfugiés sur les sites des ONG concernées, tel celui de l'ANERA (American Near East Refugee Aid) (http://www.anera.org/) située à Washington ou ceux des organisations internationales. Lié au FDLP et domicilié au Liban, "Palestinian Issues " (http://www.palestinianissues.com/) (arabe), déjà cité, met en ligne un dossier sur la question des réfugiés et une étude consacrée à l'UNRWA. Depuis Washington, Palestiniens de la diaspora ou de Palestine viennent de fonder un CPRR (Council for Palestinian Restitution and Repatriation) (http://rightofreturn.org/) destiné à mobiliser l'opinion autour de la mise en œuvre de la résolution 194 des Nations unies.

Plusieurs sites ont également été créés pour commémorer, à l'occasion de son cinquantenaire, la " catastrophe " (Al-Nakba) de 1948 dans laquelle s'enracine la tragédie des réfugiés. Le centre culturel Al-Sakakini de Ramallah avec son site " 50 Years of Nakba in Palestine " (http://www.sakakini.org/nakba/ ou http://www.alnakba.org/) fait ainsi un vaste tour d'horizon historique de l'événement. La liste des villages détruits et des témoignages de survivants en font un site de référence avec des pages en italien et en espagnol en plus de celles en anglais. Sur la base du livre de Walid Khalidi, All That Remains, publié par l'IPS (The Institute for Palestine Studies), cartes et listes des villages détruits sont également disponibles sur le site du " palestine-net.com " (http://www.palestine-net.com/geography/cleansed/). Le CRDPS (Center for Research and Documentation of Palestinian Society) de l'université de Bir Zeit (http://www.birzeit.edu/crdps/village.html), éditeur d'une collection d'ouvrages d'histoire orale de chacun des villages détruits, met en ligne un certain nombre de ses archives sur la question. Des personnalités palestiniennes, comme Edward Said ou encore Hanan Achrawi, ont pour leur part fondé une association visant à préserver le souvenir du village de Dayr Yâsîn en projetant de construire un monument et leur site, " Deir Yassin Remembered " (http://www.deiryassin.org), rassemble un grand nombre de documents sur le massacre. Dans une même fidélité au passé douloureux, un Palestine Life and Remembrance Museum (http://palestineremembrance.org/) est actuellement en projet à l'initiative de la Welfare Association déjà présentée. Enseignant à Bir Zeit, réfugié de Jaffa et membre de la délégation palestinienne " Refugee Working Group ", Salim Tamari est la cheville ouvrière d'un site bien fourni consacré à la ville de Jaffa (http://www.yafa.org/), offrant témoignages du passé et état des lieux du présent.

Jérusalem

Côté palestinien, le " ministère " de l'Information alimente quelques pages sur Jérusalem (http://www.pna.org/mininfo /jerusalem/jerusal.htm) mais c'est sur les sites des centres de recherche qu'il faut se rendre pour puiser l'information la plus intéressante. Outre une chronologie de l'histoire de la ville, l'internaute trouvera sur le site de PASSIA (http://www.passia.org) tout un dossier factuel sur sa situation démographique, économique, sanitaire, etc. Les données de ce centre peuvent être complétées avec celles du Jerusalem Forum, une organisation fondée à Amman en 1990 dont le site, " Jerusalemites " (http://www.jerusalemites.org/), conjugue richesse de contenu (histoire, architecture, photos, témoignages, etc.) et sens esthétique. Le PIC islamiste alimente également tout un dossier (http://www.palestine-info.net /jerusalem/index.htm) d'études académiques sur l'histoire de la ville, sa démographie et ses changements, etc. L'AIC Center) (Jérusalem) (http://aic.netgate.net/Jerusalem/jerusalem/Index.html http://www.alternativenews.org/) offre également un épais dossier, " Jerusalem : An Occupation Set in Stone ? ", dans lequel cette organisation israélo-palestinienne déjà présentée fait le point sur les relations entre l'ouest et l'est de la ville, la judaïsation et son pendant la dé-arabisation, ou encore les menaces pesant sur le droit de résidence des Palestiniens avant d'émettre des propositions de solution dans le cadre d'un éventuel statut final. L'IPCRI, lui aussi déjà cité, alimente pour sa part une rubrique "Future of Jerusalem" (http://www.ipcri.org/) où l'on trouvera tout particulièrement une bibliographie de plusieurs centaines de titres consacrés à la ville (datant d'octobre 1996) comme la profession de foi du cofondateur de cet institut, l'Israélien Gershon Baskin, "The Myth Of Jerusalem: A Position Paper. Jerusalem Should Be Shared " paru originellement dans le Washington Post Sunday (26 juin 1994). Animé par Salim Tamari, l'IJS (The Institute of Jerusalem Studies) (Jérusalem) (http://www.jqf-jerusalem.org/), émanation de l'IPS (Institute for Palestine Studies) de Beyrouth/Washington, offre en ligne la version intégrale de son trimestriel, Jerusalem Quaterly File (anglais, archivé depuis son numéro 1 de 1998), dans lequel l'internaute trouvera à la fois des points historiques ou ethnographiques comme des informations sur des questions d'actualité.

Parmi les ONG, Bat Shalom (The Jerusalem Women's Action Center) (http://www.batshalom.org/), l'une des associations israéliennes de femmes les plus actives à Jérusalem déjà citée et leurs consœurs palestiniennes du JCW (Jerusalem Center for Women) (http://www.j-c-w.org), fondé en 1994 par d'éminentes activistes (dont Hanan Ashrawi et Layla Shahid), animent un " Jerusalem Link " dont les activités sont présentées sur le site de chacune des associations. Le JCW gère lui-même un " Jerusalem Lobby " également appelé " Lobby for Human Rights in Jerusalem ", dirigé par Amna Badran et regroupant une dizaine d'ONG. Issu de la gauche palestinienne, " Hanthala " (http://hanthala.virtualave.net/isjerus.html) est à

l'origine d'un " Jerusalem Appeal Action Alert " et alimente plusieurs pages sur la question.

Depuis les Etats-unis, l'ACJ (American Committee of Jerusalem) (Washington) (http://www.acj.org/), déjà cité, a été fondé pour défendre une position commune aux Arabes américains sur la question de Jérusalem et offre un site qui recèle de nombreux documents d'information sur la ville, son histoire, la colonisation, etc., ainsi que ses "Occasional Papers " et le dernier numéro de son mensuel The Jerusalem Monitor. Un équivalent islamique vient d'être créé avec l'American Muslims for Jerusalem (http://www.amjerusalem.org/) (Washington). Constituée en 1999 avec l'aide de plusieurs associations islamiques américaines, elle n'offre pour le moment que quelques coupures de presse et rares documents. Depuis Saint Paul (Minnesota), une association Filasteen a été créée en 1998 pour diffuser sur le net un trimestriel en anglais, Jerusalem I Love You (http://www.ojerusalem.com/) (archivé depuis juin 1999) exclusivement consacré à Jérusalem et d'excellente facture. Le "Jerusalem online " de Tanweer Akram (http://www.interx-me.com/jerusalem/) recèle quant à lui données historiques et informations factuelles sur la situation contemporaine de la ville comme sur celle de la Palestine.

Côté israélien, le ministère des Affaires étrangères alimente un " Jerusalem-Capital of Israel " (http://www.mfa.gov.il/mfa/go.asp?MFAH00iy0) bien doté de documents, références, chiffres, photos, etc., dans les domaines du politique, de l'histoire, de l'architecture parmi lesquels on citera deux études de Ruth Lapidoth, " Jerusalem: The Legal and Political Background " (http://www.israel-mfa.gov.il/mfa/go.asp?MFAH0cnn0) et " Jerusalem and the Peace Process " (http://www.israel-mfa.gov.il/mfa/go.asp?MFAH0cnn0). La municipalité gère elle-même un épais site d'information (http://www.jerusalem.muni.il).

Concernant l'éviction des Palestiniens de la ville et sa judaïsation, l'internaute se rendra sur les sites déjà cités dans les chapitres consacrés aux implantations juives et à l'expulsion de 1948, ceux de Badil (http://www.badil.org/), Shaml (http://www.badil.org/), etc.

Le visiteur en quête d'information sur la Jérusalem islamique et ses lieux saints pourra consulter le " Noble Sanctuary : Online Guide to Al-Aqsa Mosque in Jerusalem " (http://www.al-aqsa.com/), un guide agréable à parcourir. Le site de Bir Zeit abrite quant à lui des pages consacrées au Saint-Sépulcre (http://www.birzeit.edu/palnews/sepulchre), dossier historique doté de photographies historiques et augmenté de liens vers d'autres sites.

Le "Research Guide: Researching Jerusalem " de Lawrence Joffe, l'un des guides thématiques du web patronné par le MERIA, (http://meria.biu.ac.il/SOC/besa/meria/news/2000/00news6.html) permettra, enfin, à l'internaute de compléter les informations données ici.

L'eau et l'environnement

Les sites du ministère israélien des Affaires étrangères (http://www.mfa.gov.il/mfa/) apparaissent une fois encore comme les mieux pourvus en textes de référence concernant les réunions du groupe de travail sur l'eau et l'environnement sans oublier celui du Département d'Etat américain, déjà cités. Fondé sous l'appellation EcoPeace en décembre 1994 avant de prendre son nouveau nom en 1998, la branche Moyen-Orient du FoEME (Friends of the Earth) (http://www.foeme.org/data/) vise à promouvoir des approches régionales intégrées aux questions d'environnement. Son bureau principal est à Jérusalem-est et se trouve dirigé conjointement par un Israélien et un Palestinien tandis que des coordinateurs jordaniens et égyptiens sont basés dans leur propre pays. Son site présente un certain nombre de documents mais constitue surtout un excellent point de départ vers les sites web de la région concernés par ces questions.

Dans le domaine de l'eau et de l'environnement, deux agences relevant de l'Autorité palestinienne peuvent être visitées, le PEC (Palestinian Energy and Environment Research Center) (http://www.planet.edu/~pec/) et la PWA (Palestinian Water Authority) (http://www.pwa.pna.org), mais leurs sites demeurent pauvres. Celui d'ARJ (Applied Research Institute) (Bethléem) (http://www.arij.org), en revanche, regorge de documents d'une qualité rarement égalée (dont l'imposant Environmental Profiles of the West Bank en neuf volumes). Ce centre, fondé en 1990 et dirigé par Jad Isaac, compte plusieurs unités de recherche (" Water Research Unit ", " Rained Farming Unit ", " Environmental Research Unit ", " GIS and Land Use Unit ", etc.) dont les travaux (rapports, cartes, etc.) sont tous accessibles en ligne. Le MOPIC (Ministry of Planning and International Cooperation) palestinien, déjà cité, dispose également d'un site spécialisé (http://planning.pna.net/), pour le moment doté de rapports consacrés en priorité aux questions de développement urbain et rural et aux questions d'environnement.

Concernant l'eau, plusieurs études consultables en ligne méritent par ailleurs d'être signalées outre les divers documents de l'ONU, celle de Stephan *Libiszewski*, *Water Disputes in the Jordan Basin Region and their Role in the Resolution of the Arab-Israeli Conflict*, (ENCOP Occasional Paper No. 13, Zurich, Center for Security Policy and Conflict Research and Bern, Swiss Peace Foundation, 1995) (http://www.fsk.ethz.ch/encop/13/en13.htm), *celle de Sharif ElMusa, Negociating Water: Israel and the Palestinians* (Washington DC, Institute for Palestine Studies, 1996) (http://www.ipsips.org/html/water3.htm) ou encore celle du département des relations arabes et internationales de l'OLP, *Israeli Pillage of Palestinian Water Resources. A Brief Study on Israeli theft of Palestinian Water 1967-1999* (http://dair-ga.tripod.com/water.htm).

Géré par l'université de Pennsylvanie à Philadelphie, un MEWIN (Middle East Water Information Network) (http://www.ssc.upenn.edu/~mewin/) a, par ailleurs, été mis en place en 1994 et vise à favoriser la communication entre spécialistes de la question dans la région et à mettre en place des banques de données spécialisées. SOAS (School of Oriental and African Studies), enfin, dans le cadre de son Center of Near and Middle Eastern Studies abrite un " Water Issues Group " (http://www.soas.ac.uk/Geography/WaterIssues/Home.html) qui offre en ligne une banque de données de plus de 1 200 entrées sur ces questions de l'eau.

Pour aller plus loin, MERIA, déjà mentionné, met en ligne un Research Guide: Middle East Water Issues (http://meria.biu.ac.il/SOC/besa/meria/research-g/water.html) qui combine les références bibliographiques traditionnelles et les adresses web.

Sécurité et coopération régionale

En matière de sécurité et de contrôle des armements dans la région telle qu'abordée dans le " working group ", l'IGCC (Institute for Global Conflict and Cooperation) (http://www-igcc.ucsd.edu/) déjà cité est la meilleure adresse avec la mise en ligne de ses " Policy Papers " et documents de travail (gopher://neacd.ucsd.edu/11%5CIGCC%20Publications%5CArms%20Control_Security%20Issues) que l'on peut compléter avec certains articles de sa Newsletter.

Le domaine économique

Administré par The Inter-University Consortium for Arab Studies (Montréal) en lien avec l'université McGill et la Banque mondiale, le PDIN (Palestinian Development InfoNet) (http://www.arts.mcgill.ca/MEPP/PDIN/pdfont.html) constituait depuis août 1996 le site de référence pour le domaine du développement économique des territoires palestiniens. Sa mise à jour a malheureusement été arrêtée le 1 er août 1999 mais ses archives demeurent accessibles. L'alimentation de son "MEPP (Middle East Peace Process) links page "se poursuit néanmoins. Parmi les archives du site, on trouvera l'état périodique des "Economic Conditions in the West Bank and Gaza "augmenté d'un "Recent political developments ", l'état des lieux de l'aide internationale et l'information sur les activités des ONG impliquées dans le développement. Accueilli par le même Inter-University Consortium, le site de l'UNSCO (United Nations, Office of the Special Coordinator in the Occupied Territories) (http://www.arts.mcgill.ca/mepp/unsco/unfront.html) met en ligne son semestriel Quaterly Report on Economic and Social Conditions in the West Bank and Gaza Strip (archivé depuis sa création en 1996) ainsi qu'un certain nombre de rapports et d'annuaires (donateurs, ONG). Dans le même domaine, le site de la Banque mondiale offre également des pages consacrées au Moyen-Orient et à son développement dont son rapport annuel sur le MENA (Middle East and North Africa) (https://www.worldbank.org/html/extdr/offrep/mena/).

En Palestine même, acteurs et observateurs alimentent des pages économiques. Le site du MOPIC (Ministry of Planning and International Cooperation) palestinien (http://www.pna.net/), comme déjà souligné, demeure d'une extrême pauvreté même s'il est promu site officiel de l'Autorité tout entière et paradoxalement ne recèle aucune information dans le domaine économique. Sous l'égide du même MOPIC, le site du PDP (Palestinian Development Plan) (http://www.palestine-pdp.org/) (arabe et anglais), en revanche, constitue une mine d'informations avec le texte *in extenso* du *PDP 1998-2000* et du *PDP 1999-2003* comme du *PIPP (Palestinian Public Investment Program)*. Le site de l'agence officielle PECDAR (Palestinian Economic Council for Development and Reconstruction) (http://www.pecdar.org/) s'est maintenant enrichi. Il met en ligne ses propres rapports comme ceux de l'UNSCO, de la Banque mondiale, du MAS présenté plus bas ainsi que son *Bullettin* mensuel (archivé depuis novembre 1997).

Aidé par le World Bank Institute, le PalEcon (Palestine Economic Forum) (http://www.palecon.org/) offre aujourd'hui l'un des meilleurs site d'analyses et de données dans le domaine économique. L'internaute y trouvera aussi bien *The Palestine Economic Pulse*, un bimestriel publié par la AEA (Arab Economists Association (Jérusalem) (archivée de mai 1996 à octobre 1998), *The West Bank and Gaza Update*, un trimestriel publié par le bureau local de la Banque mondiale (archivé de juin 1997 à septembre 1999) ou encore *The Peace Economics*, une *Newsletter* maintenant disparue. Le site abrite également le MAS (The Palestine Economic Policy Research Institute), fondé à Ramallah 1994 comme centre d'expertise pour le développement économique des territoires en voie d'autonomie. L'internaute y trouvera ses incontournables *Policy Notes* comme ses deux périodiques, *MAS Economic Monitor* et *MAS Social Monitor*.

Parmi les acteurs privés, chacune des onze chambres de commerce de Cisjordanie et maintenant de Gaza bénéficie de pages sur le site de leur fédération (http://www.pal-chambers.com/). On y trouvera divers renseignements tant historiques qu'économiques ainsi qu'un annuaire (en construction) des affaires en Palestine. Le site du PalTrade (Palestinian Trade Development Center) (Ramallah) (http://www.paltrade.org/) (anglais), créé à l'initiative d'hommes d'affaires palestiniens en quête d'échanges internationaux, compte quelques pages économiques mais surtout un annuaire d'industriels palestiniens et un autre d'entreprises d'import-export. D'autres annuaires peuvent être trouvés, contre rémunération auprès de l'ASN (Arab Super Net) (http://www.a-supernet.net/) (anglais) mis en place depuis Ramallah en 1997. En coopération avec PalTrade, déjà cité, l'ASN développe un Palestinian E-Commerce Node (catalogue électronique de produits, échanges électroniques, etc.). Le provider Palnet (http://www.palnet.com/inv/) alimente pour sa part un "Investment in Palestine " riche d'informations sur les ressources, les activités et les infrastructures de l'économie palestinienne. Une présentation détaillée des lois et règlements concernant les investissements, le commerce et l'économie y est également disponible. Parmi les entreprises palestiniennes présentes sur le web, on se contentera de citer ici la PADICO (Palestine Development and Investment Company) (http://www.padico.com/), l'un des plus importants consortiums d'industries et de sociétés d'investissement dont les pages donnent accès à ses membres.

Dans le domaine de la recherche, le site de l'IPCRI (Israel/Palestine Center for Research and Information) (Jérusalem) (http://www.ipcri.org/), une fois encore, constitue une référence par la variété et la richesse de ses documents. On y trouvera aussi bien le " Guidelines for Final Status Economic Negotiations Between Israel and Palestine ", de Samir Huleileh et Gil Feiler en collaboration avec Gershon Baskin et Zakaria Al Qaq, ou encore un " A Reevaluation of the Border Industrial Estates Concept " de Gershon Baskin et Zakaria Al Qaq, ainsi que les conclusions de diverses tables rondes tenues sur le commerce, l'économie et le développement des territoires palestiniens ou encore une riche bibliographie annotée du commerce régional entre Israël, Palestine et Jordanie.

Dans le domaine financier, la Palestine Monetary Authority (http://www.pma-palestine.org/) (anglais, arabe) constitue une excellente porte de départ avec ses statistiques, ses points juridiques, ses rapports sur les banques et ses liens. On pourra également se reporter au "Banking on Peace: Lessons from the Middle East Development Bank "de Dalia Dassa Kaye sur le site de l'IGCC (http://www-igcc.ucsd.edu/igcc2/PolicyPapers/pp43.html), en l'absence (momentanée?) de la MENA Bank (The Bank for Economic Cooperation and Development in the Middle East and North Africa) (http://menabank.org/), créée dans le cadre du "processus de paix". D'autres informations pourront être trouvées sur le Al-Bunûk fî Filastîn (les

banques en Palestine) (http://www.bailasan.com/banksinpalestine/) (arabe). Première bourse palestinienne fonctionnant depuis 1997 à Naplouse, enfin, le PSE (Palestinian Securities Exchange, Ltd) (http://www.p-s-e.com/) offre, pour sa part, sur son site les règles de fonctionnement, les statistiques et les cotes ainsi que la liste de ses 38 compagnies membres.

D'utiles synthèses sur la situation économique pourront être enfin consultées sur des sites comme celui de l'Arab World Online (Washington, DC), un projet commun à la NUSACC (National US-Arab Chamber of Commerce) et au Multitasking Online (firme de marketing sur Internet) avec son " Country Profile : Palestine " (http://www.awo.net/country/overview/crpal.asp) ou encore sur le site du PalTrade (http://www.awo.net/country/overview/crpal.asp) ou encore sur le site du PalTrade (http://www.awo.net/country/overview/crpal.asp) ou encore sur le site des services d'expansion économique du consulat général de France à Jérusalem (http://www.dree.org/territoirespalestiniens/), riche en conseils, adresses, etc.

Quotidien consacré à l'information économique israélienne, *Globes* (Rishon LeZion) (http://www.globes.co.il/cgi-bin/Serve_Arena/level/English/1.1) (anglais et hébreu, archivés depuis la fondation de son édition électronique en 1995) met en ligne un "Israel's Business Arena " qui recèle des informations non négligeables sur l'économie et le marché des territoires autonomes.

Retour au n° 165 de Maghreb-Machrek

© La documentation Française